



NATIONS  
UNIES

**EP**

UNEP(DEPI)/MED IG.23/Inf.4



**PROGRAMME DES NATIONS UNIES  
POUR L'ENVIRONNEMENT  
PLAN D'ACTION POUR LA MÉDITERRANÉE**

**UNEP**

31 octobre 2017  
Original: Anglais

20<sup>e</sup> Réunion ordinaire des Parties contractantes à la  
Convention pour la protection du milieu marin  
et du littoral de la Méditerranée et à ses Protocoles

Tirana, Albanie, 17-20 décembre 2017

**Point 3 de l'ordre du jour : Décisions thématiques**

**Point 5 de l'ordre du jour : Session ministérielle**

**Rapports des réunions du Comité de respect des obligations (12e, 13e)**

Pour des raisons de coût et de protection de l'environnement, le tirage du présent document a été restreint. Il est aimablement demandé aux délégations d'apporter leur copie de ce document aux réunions et de s'abstenir de demander des copies supplémentaires.



**NATIONS  
UNIES**

**EP**

UNEP(DEPI)/MED CC.12/10



**PROGRAMME DES NATIONS UNIES  
POUR L'ENVIRONNEMENT  
PLAN D'ACTION POUR LA MÉDITERRANÉE**

10 avril 2017  
Original: anglais

12<sup>ème</sup> Réunion du Comité de respect des obligations de la Convention de Barcelone  
et de ses Protocoles

Athènes (Grèce), 24-25 janvier 2017

**Rapport de la réunion**

Pour des raisons environnementales et économiques, le tirage du présent document a été restreint. Les participants sont priés d'apporter leur copie à la réunion et de ne pas demander de copies supplémentaires.

PNUE/PAM  
Athènes, 2017

## Table des matières

	Pages
<b>Rapport</b>	1-10
<b>Annexes</b>	
<b>Annexe I</b>	Liste des Participants
<b>Annexe II</b>	Ordre du jour
<b>Annexe III</b>	Conclusions et recommandations

**Point 1 de l'ordre du jour : Ouverture de la réunion**

1. La 12<sup>ème</sup> Réunion du Comité de respect des obligations s'est tenue les 24 et 25 janvier 2017 à Athènes (Grèce) dans les locaux de l'Unité de coordination du Programme des Nations Unies pour l'environnement-Plan d'Action pour la Méditerranée (PNUE/PAM).
2. Ont participé à la réunion les membres titulaires et les membres suppléants du Comité de respect des obligations dont les noms suivent : Milena Batakovic, Bernard Brillet, Selma Cengic, Nicos Georgiades, Samira Hamidi, Jose Juste Ruiz, Orr Karassin, Ayşin Turpanci et Joseph Edward Mekhael Zaki, ainsi que le Secrétariat. La liste des participants figure à l'**annexe I** du présent rapport.
3. La réunion a été ouverte par Selma Cengic, Vice-présidente du Comité de respect des obligations, qui a souligné le rôle essentiel du Comité dans le cadre institutionnel du Plan d'action pour la Méditerranée, car il facilite et encourage le respect des obligations découlant de la Convention de Barcelone et de ses Protocoles. Gaetano Leone, le Coordinateur, a souhaité la bienvenue aux participants. Il a évoqué les décisions adoptées lors de la 19<sup>ème</sup> Réunion ordinaire des Parties contractantes à la Convention pour la protection du milieu marin et du littoral de la Méditerranée et à ses Protocoles (Athènes, Grèce, 9-12 février 2016), en particulier celles concernant le Comité de respect des obligations. Dans ce contexte, il a souligné les mesures prises pour renforcer la gouvernance de la Convention de Barcelone et du système du Plan d'action pour la Méditerranée, pour laquelle le Comité de respect des obligations joue un rôle primordial.

**Point 2 de l'ordre du jour : Adoption de l'ordre du jour et organisation des travaux**

4. Le Comité de respect des obligations a adopté l'ordre du jour provisoire (UNEP (DEPI)/MED CC.12/1) et l'ordre du jour provisoire annoté (UNEP (DEPI)/MED CC.12/2/Rev.1) sans amendement et a approuvé le calendrier proposé pour l'exécution de ses travaux (UNEP (DEPI)/MED CC.12/3). Une copie de l'ordre du jour provisoire soumis à la réunion se trouve à l'**annexe II** du présent rapport.
5. À la suite de la proposition d'un membre titulaire, le Comité de respect des obligations a convenu de discuter d'une proposition visant à modifier les Procédures et mécanismes de respect des obligations en vertu de la Convention de Barcelone et de ses Protocoles au titre du point 9 de l'ordre du jour « Questions diverses ».

**Point 3 de l'ordre du jour : Élection du Président et du Vice-président et signature de la déclaration solennelle par les nouveaux membres titulaires et membres suppléants**

6. Conformément au paragraphe 10 des Procédures et mécanismes de respect des obligations en vertu de la Convention de Barcelone et de ses Protocoles ainsi qu'à la Règle 6 du Règlement intérieur du Comité de respect des obligations, le Comité a élu les personnes dont les noms suivent pour l'exercice biennal 2016-2017 :

**Conclusions et recommandations**

- **Milena Batakovic (Groupe III) : Présidente du Comité de respect des obligations ;**
- **José Juste Ruiz (Groupe II) : Vice-Président du Comité de respect des obligations, et**
- **Samira Hamidi (Groupe I) : Vice-Présidente du Comité de respect des obligations.**

7. Les membres titulaires et les membres suppléants élus lors de la 19<sup>ème</sup> Réunion ordinaire des Parties contractantes à la Convention pour la protection du milieu marin et du littoral de la Méditerranée et à ses Protocoles et présents à la réunion ont fait sous serment une déclaration écrite conformément à la Règle 13 du Règlement intérieur du Comité de respect des obligations.

**Point 4 de l'ordre du jour : Suivi de l'exécution des Décisions IG.22/15 et IG.22/16 de la 19<sup>ème</sup> Réunion des Parties contractantes**

8. Le Secrétariat a présenté le document UNEP(DEPI)/MED CC.12/4 informant le Comité de respect des obligations de l'état d'avancement de l'exécution des décisions IG. 22/15 et IG. 22/16 de la

19<sup>ème</sup> Réunion ordinaire des Parties contractantes à la Convention pour la protection du milieu marin et du littoral de la Méditerranée et à ses Protocoles. Des informations ont été fournies indiquant : (1) le niveau de respect des obligations par les Parties contractantes des exigences en matière de rapports en vertu de l'article 26 de la Convention de Barcelone pour les périodes 2012-2013 et 2014-2015 et (2) les progrès réalisés dans la mise en œuvre du Programme de travail du Comité de respect des obligations pour la période 2016 -2017.

9. Au cours des discussions qui ont suivi, les points suivants ont été évoqués :

*Rapport*

- a. Dans un souci de clarté, lors de la présentation des informations sur l'état des rapports par exercice biennal, il convient également de faire la liste des Parties contractantes qui n'ont pas soumis de rapport. Cette liste permettra au Comité de respect des obligations d'identifier rapidement et facilement les Parties contractantes qui ont officiellement soumis leurs rapports nationaux de mise en œuvre et celles qui ne l'ont pas encore fait, y compris celles ayant leurs projets de travail en attente ;
- b. Afin d'atteindre un meilleur niveau de soumission des rapports dans le cadre de la Convention de Barcelone et de ses Protocoles, il est essentiel d'identifier et de traiter les difficultés relatives à la préparation complète des rapports. Les travaux effectués par le Secrétariat et les composantes du PAM pour remédier aux difficultés rencontrées par les Parties contractantes dans l'exécution de leurs obligations en matière de rapports ont porté sur des orientations relatives à l'utilisation du système en ligne destiné à la préparation de rapports, à savoir le Système de communication de la Convention de Barcelone (BCRS) et sur la fourniture de conseils spécifiques sur le contenu du format de rapport comme demandé ;
- c. Il faudrait intensifier les efforts visant à accroître le taux de soumission des rapports nationaux de mise en œuvre, en particulier pour l'exercice biennal 2014-2015. Le Secrétariat doit continuer de suivre de plus près les lettres et les notes de rappels déjà envoyées aux Parties contractantes qui n'ont pas encore soumis de rapport. Le Secrétariat doit poursuivre les contacts bilatéraux avec ces Parties contractantes afin d'encourager la soumission de rapports ;
- d. En particulier, il faudrait veiller à ce que les Parties contractantes qui n'ont pas soumis de rapport pendant deux périodes consécutives le fassent. Selon la pratique, en premier lieu, le Secrétariat doit intensifier les contacts directs avec ces Parties contractantes. Dans un deuxième temps, le Comité de respect des obligations donnera un avis sur les étapes à suivre, au besoin. Cette approche doit être adoptée pour l'Algérie et Monaco ;
- e. Le Comité de respect des obligations a noté que des travaux sont en cours en Algérie en vue de soumettre son rapport pour la période 2014-2015 ;
- f. Il est urgent d'arrêter la liste des membres du Comité de respect des obligations, avec la nomination en instance par Monaco d'un membre suppléant pour un mandat de quatre ans, comme convenu lors de la 19<sup>ème</sup> Réunion ordinaire des Parties contractantes à la Convention pour la protection du milieu marin et du littoral de la Méditerranée et à ses Protocoles. Le Secrétariat doit maintenir ses contacts avec Monaco à cet égard et informer le Comité de respect des obligations en conséquence ;

*Programme de travail 2016-2017*

- g. Le Comité de respect des obligations et le Secrétariat doivent joindre leurs efforts pour assurer le succès du Programme de travail du Comité de respect des obligations pour l'exercice biennal 2016-2017 ;
- h. Lors de l'établissement de dispositions visant à assurer la livraison à temps pour la 20<sup>ème</sup> Réunion ordinaire des Parties contractantes à la Convention pour la protection du milieu marin et du littoral de la Méditerranée et à ses Protocoles, les ensembles de tâches (c'est-à-dire « Qui fait

quoi et quand ? ») doivent être clairement identifiés. Ceci est particulièrement important pour les activités principales 9, 10 et 11 du Programme de travail<sup>1</sup> ;

- i. Dans le cadre de la réalisation de l'activité 9 du Programme de travail, un petit groupe de membres du Comité de respect des obligations pourrait travailler entre les sessions sous la direction du Secrétariat en vue de préparer un petit questionnaire visant à recueillir les commentaires des Points focaux du PAM sur les voies d'amélioration de l'efficacité du Comité de respect des obligations ;
- j. Les activités 10 et 11 du Programme de travail sont formulées en termes généraux. Pour permettre au Comité de respect des obligations de réaliser ces activités, une demande plus précise est requise. Sinon, ces activités pourraient être mises en attente jusqu'à ce qu'une question spécifique soit soulevée pour que le Comité de respect des obligations agisse au cas par cas ;
- k. Il a été noté que les termes dans lesquels les activités 10 et 11 sont formulées permettent de les façonner pour améliorer davantage l'évaluation des rapports nationaux de mise en œuvre afin de détecter les cas réels ou potentiels de non-respect des obligations. Les activités peuvent donc être orientées dans cette direction. Par conséquent, l'activité 10 peut être réalisée sous la forme d'un document d'orientation qui énumère les questions qui pourraient nécessiter des conseils du Comité de respect des obligations. Cet exercice d'orientation doit être réalisé par le Secrétariat et les composantes du PAM en prévision de la 13<sup>ème</sup> Réunion du Comité de respect des obligations. Les composantes du PAM ont un rôle essentiel dans cet exercice, car il comporte également des questions techniques ;
- l. Concernant l'activité 11, il convient d'adopter une approche étape par étape. Le mode de fonctionnement doit être du général au concret. Le point de départ des travaux doit être la préparation d'un document d'orientation traitant du statut juridique des décisions thématiques adoptées lors des Réunions ordinaires des Parties contractantes, y compris les Plans d'action régionaux. Ce travail peut être entrepris par le Secrétariat en consultation avec un petit groupe de membres du Comité de respect des obligations en prévision de la 13<sup>ème</sup> Réunion du Comité de respect des obligations ;
- m. Le document d'orientation doit fixer le cadre de poursuite des travaux sur des questions concrètes (par exemple, travail sur des dispositions spécifiques de la Convention de Barcelone et de ses Protocoles ou actions précises dans le cadre des Plans d'action régionaux), selon le besoin et selon les priorités ;
- n. Les travaux au titre de l'activité 11 doivent aider à mieux comprendre le sens de la division entre « droit dur » et « droit souple » en matière d'évaluation du respect de la Convention de Barcelone et de ses Protocoles.

10. Sur la base des discussions sur l'état d'avancement des rapports relatifs à la mise en œuvre de la Convention de Barcelone et de ses Protocoles, le Comité de respect des obligations a convenu des points suivants en prévision de sa prochaine réunion :

## **Conclusions et recommandations**

### ***Rapport***

---

<sup>1</sup> Programme de travail du Comité de respect des obligations pour l'exercice biennal 2016-2017 (Décision IG. 22/15 de la 19<sup>ème</sup> Réunion ordinaire des Parties contractantes à la Convention pour la protection du milieu marin et du littoral de la Méditerranée et à ses Protocoles).

L'activité principale 9 est libellée comme suit : « Analyse de l'efficacité de l'application des Procédures et mécanismes relatifs au respect de la Convention de Barcelone, en tenant compte des commentaires des Parties sur les conditions de renforcement éventuel du rôle de soutien du Comité ».

L'activité principale 10 est libellée comme suit : « Examen, en étroite coordination avec les composantes du PAM, des difficultés possibles d'interprétation des dispositions des Protocoles, pour analyse lors de la Réunion des Parties contractantes ».

L'activité principale 11 est libellée comme suit : « Fourniture d'un avis sur l'évaluation à effectuer par le Secrétariat avec l'aide d'une expertise juridique appropriée, sur l'étendue du caractère juridiquement contraignant pour les Parties contractantes des programmes de mesures et de leurs calendriers de mise en œuvre adoptés dans le cadre des Protocoles de la Convention de Barcelone ».

- a. Le Secrétariat informera le Comité des progrès réalisés relativement à la soumission des rapports nationaux en suspens par l'Algérie et Monaco pour la période 2012-2013, à la suite à de nouveaux contacts bilatéraux avec l'Algérie et Monaco ;
- b. Sur la base de la mise à jour ci-dessus effectuée par le Secrétariat, le Comité de respect des obligations envisagera d'autres mesures à prendre lors de sa prochaine réunion ;
- c. Le Secrétariat continuera à encourager et à soutenir les Parties contractantes qui n'ont pas soumis leurs rapports nationaux de mise en œuvre pour la période 2014-2015 ;
- d. Le Secrétariat informera des progrès réalisés relativement à la nomination en instance par Monaco d'un expert en tant que membre suppléant du Comité de respect des obligations pour un mandat de quatre ans.

11. En s'appuyant sur les discussions relatives aux progrès réalisés dans la mise en œuvre du Programme de travail du Comité de respect des obligations pour la période 2016-2017, le Comité a convenu des dispositions suivantes pour la réalisation des activités principales 9, 10 et 11 (Document UNEP(DEPI)/MED CC.12/4) :

### **Conclusions et recommandations**

#### ***Programme de travail 2016-2017***

##### ***Activité principale 9***

- a. Le Secrétariat, en consultation avec Nicos Georgiades, Milena Batakovic et Samira Hamidi, préparera un projet de questionnaire concis visant à rassembler des informations et des suggestions sur les voies d'amélioration de l'efficacité des mécanismes et procédures de respect des obligations et de renforcement du rôle du Comité au plus tard le 6 mars 2017 ;
- b. Le Comité de respect des obligations fera des observations sur le projet de questionnaire d'ici le 20 mars 2017 afin de permettre au Secrétariat de l'affiner davantage et de le diffuser au plus tard le 27 mars 2017 aux Points focaux du PAM, pour le compte du Comité de respect des obligations ;
- c. En s'appuyant sur les réponses au questionnaire reçues par les Points focaux du PAM, le Secrétariat, en consultation avec Nicos Georgiades, Milena Batakovic et Samira Hamidi, préparera une analyse de synthèse pour la 13<sup>ème</sup> Réunion du Comité de respect des obligations ;

##### ***Activité principale 10***

- d. Afin d'améliorer la mise en œuvre et le respect de la Convention de Barcelone et de ses Protocoles, le Secrétariat, en coordination avec les composantes du PAM, préparera un projet de document d'orientation permettant d'identifier les questions essentielles qui pourraient nécessiter des conseils supplémentaires, qu'il soumettra à la 13<sup>ème</sup> Réunion du Comité de respect des obligations ;

##### ***Activité principale 11***

- e. Le Secrétariat, en consultation avec José Juste-Ruiz et Bernard Brillet, préparera un document d'orientation abordant la nature juridique et les principales obligations des décisions thématiques, y compris les Plans d'action régionaux, adoptés lors de la Réunion des Parties contractantes pour examen lors de la prochaine Réunion du Comité de respect des obligations ;
- f. L'ensemble du processus se déroulera par étapes selon les priorités décidées par le Comité de respect des obligations en coordination avec le Secrétariat.

**Point 5 de l'ordre du jour : Évaluation actualisée des rapports nationaux de mise en œuvre conformément au chapitre IV des Procédures et mécanismes de respect des obligations**

12. Le Secrétariat a fait un exposé sur le document UNEP(DEPI)/MED CC.12/5 présentant une analyse de synthèse des informations fournies dans les rapports nationaux de mise en œuvre soumis à la suite de la 11<sup>ème</sup> Réunion du Comité de respect des obligations pour la période 2012-2013. Dans cet exposé, le Secrétariat a souligné le fait que l'analyse de synthèse était purement factuelle, qu'elle était axée sur les aspects juridiques et d'application des politiques et a décrit ce qui a été rapporté. Le Secrétariat a également fait référence au document UNEP(DEPI)/MED CC.12/Inf.3 présentant la synthèse précédente des rapports nationaux de mise en œuvre pour la période 2012-2013 soumise lors de la 11<sup>ème</sup> Réunion du Comité de respect des obligations.

13. Au cours des discussions qui ont suivi, les points suivants ont été évoqués :

- a. Les préparatifs des rapports font partie intégrante de la mise en œuvre de la Convention de Barcelone et de ses Protocoles. La majorité des Parties contractantes s'efforcent d'améliorer la qualité des soumissions, renforçant ainsi la mise en œuvre effective de la Convention de Barcelone et de ses Protocoles. Il existe toutefois des pistes d'amélioration. Il convient de poursuivre l'examen de la présentation des informations contenues dans les rapports afin d'améliorer davantage la base d'évaluation du respect des obligations. Les composantes du PAM doivent jouer un rôle à cet égard ;
- b. Une compréhension approfondie des difficultés rencontrées par les Parties contractantes dans la mise en œuvre de la Convention de Barcelone et de ses Protocoles aidera à fournir des conseils et, le cas échéant, à faciliter l'assistance ;
- c. La détermination des critères d'évaluation du respect des obligations est cruciale pour permettre au Comité de remplir son mandat. Les discussions au titre de ce point de l'ordre du jour doivent être liées au point 7 de l'ordre du jour relatif au projet de Lignes directrices pour l'évaluation des rapports afin de déceler les cas réels ou potentiels de non-respect des obligations ;
- d. Une analyse approfondie des rapports nationaux de mise en œuvre s'avère nécessaire pour préparer la prochaine Réunion du Comité de respect des obligations. Cela facilitera les travaux du Comité dans l'évaluation du respect des obligations ;
- e. Les processus d'examen par les pairs de l'Union européenne pour l'évaluation du respect des obligations dans des secteurs spécifiques ont été mentionnés comme un exemple de promotion dudit respect.

14. À la suite d'une discussion sur l'analyse de synthèse des informations contenues dans les rapports nationaux de mise en œuvre déjà soumis, le Comité de respect des obligations a convenu de ce qui suit :

**Conclusions et recommandations**

**Le Secrétariat préparera, en coordination avec les composantes du PAM, une analyse approfondie des rapports nationaux sur la mise en œuvre de la Convention de Barcelone et de ses Protocoles, pour examen lors de la 13<sup>ème</sup> Réunion du Comité de respect des obligations.**

**Point 6 de l'ordre du jour : Projet de format révisé de rapport pour la mise en œuvre de la Convention de Barcelone et de ses Protocoles.**

15. Le Secrétariat a fait un exposé sur le projet de format révisé de rapport pour la mise en œuvre de la Convention de Barcelone et de ses Protocoles, tel que présenté dans le document UNEP(DEPI)/MED CC.12/6. Le format actuel de rapport a été révisé avec un double objectif : simplifier le processus de rapports nationaux et améliorer la pertinence de ces rapports.

16. Le projet de format révisé et simplifié de rapport : (1) propose des sections préremplies, facilitant la soumission par les Parties contractantes des mises à jour relatives aux changements intervenus depuis le rapport précédent ; (2) donne aux Parties contractantes l'occasion d'expliquer les difficultés et les défis rencontrés lors de la préparation des rapports ; (3) donne la priorité aux rapports



obligatoires sur les rapports facultatifs, sur la base d'obligations contraignantes et non contraignantes, respectivement en vertu de la Convention de Barcelone et de ses Protocoles ; (4) crée une meilleure rationalisation avec d'autres processus internes de rapports ; (5) accroît la complémentarité et l'harmonisation avec des rapports mondiaux et régionaux pertinents ; (6) comporte les travaux les plus récents et les plus pertinents sur les Plans d'action régionaux, les Programmes d'action nationaux et les indicateurs ; (7) donne aux Parties contractantes l'option de fournir, à titre volontaire, des informations détaillées grâce à des liens Internet précis ; et (8) assure la continuité des rapports, en facilitant une transition en douceur du format actuel de rapport vers le format révisé.

17. Le Secrétariat a également présenté le document UNEP(DEPI)/MED CC.12/Inf.4 qui compile les observations des composantes du PAM sur le projet de format révisé de rapport.

18. Au cours des discussions qui ont suivi, les points suivants ont été évoqués :

- a. Conformément à la Décision IG. 22/16 de la 19<sup>ème</sup> Réunion ordinaire des Parties contractantes à la Convention pour la protection du milieu marin et du littoral de la Méditerranée et à ses Protocoles, les Parties contractantes seront invitées à envisager leur participation aux tests du format révisé de rapport. Après les tests, des consultations auprès des Points focaux nationaux du PAM suivront, dans le but de soumettre le format révisé de rapport lors de la 20<sup>ème</sup> Réunion ordinaire des Parties contractantes à la Convention pour la protection du milieu marin et du littoral de la Méditerranée et à ses Protocoles. Le Comité de respect des obligations doit prendre part à ce processus ;
- b. Les discussions sur le projet de format révisé de rapport doivent être placées dans le contexte de l'article 26 de la Convention de Barcelone, en vertu duquel les Parties contractantes sont tenues de faire rapport sur les mesures juridiques, administratives et autres prises par elles pour la mise en œuvre de la Convention de Barcelone et de ses Protocoles et des recommandations adoptées lors de leurs réunions. Cela explique pourquoi le projet de format révisé de rapport se présente ainsi ;
- c. Les indicateurs environnementaux sont essentiels pour l'évaluation de l'état et des progrès de la mise en œuvre, puis du respect des obligations. Le projet de format révisé de rapport comprend des sections sur la surveillance qui sont orientées vers les indicateurs. Les progrès réalisés dans ce sens doivent se poursuivre, afin de faire en sorte que le projet de format révisé de rapport soit plus axé sur les résultats ;
- d. Des travaux sont en cours relativement aux indicateurs environnementaux. Les Parties contractantes révisent actuellement leurs programmes nationaux existants en matière de surveillance et d'évaluation dans le cadre du Programme intégré de surveillance et d'évaluation de la mer et des côtes méditerranéennes et des critères d'évaluation connexes (IMAP). À ce stade, vu les évolutions en cours, il peut être prématuré de refléter ce volet de travail dans le projet de format révisé de rapport ;
- e. En affinant le projet de format révisé de rapport, les difficultés et les défis doivent inclure les problèmes de gestion administrative à l'échelle nationale, comme la mauvaise coordination entre les ministères et les organismes gouvernementaux. En outre, il convient d'explorer avec les composantes du PAM la possibilité de simplifier davantage les sections quantitatives du projet de format révisé de rapport. Par exemple, les tableaux sur les permis, le nombre d'inspections, les autorisations, etc. peuvent être facultatifs ;
- f. Les sections relatives aux rapports facultatifs ne pouvant être prises en compte dans l'évaluation du respect des obligations, il convient de ne pas les inclure dans le projet de format révisé de rapport. D'autre part, il convient de noter que ces sections peuvent fournir des informations utiles concernant la mise en œuvre ;
- g. Aux fins de l'évaluation du respect des obligations, il est primordial de faire la distinction entre « droit dur » et « droit souple ». Le concept de « droit souple » présente différents degrés d'intensité normative à prendre en compte lors de l'évaluation du respect des obligations. En outre, dans certains cas, le « droit souple » peut jouer un rôle déterminant dans l'application du « droit dur » ;

h. Le projet de format révisé de rapport doit être divisé en segments indépendants par instrument pour réduire la perception de lourdeur qu'ont les Parties contractantes. Toutes les mesures doivent être prises pour assurer une transition en douceur du format actuel de rapport au format révisé. L'utilisation de liens vers les sites Internet dans un rapport national peut entraîner des difficultés dans la collecte de données, lorsque les informations sont fournies dans des langues autres que les langues de travail du Comité de respect des obligations.

19. En s'appuyant sur les discussions relatives au projet de format révisé de rapport, le Comité de respect des obligations a convenu de la procédure suivante :

#### **Conclusions et recommandations**

**a. Les membres titulaires et les membres suppléants du Comité de respect des obligations enverront au Secrétariat leurs observations concrètes sur le projet de format révisé de rapport tel que présenté dans le document UNEP(DEPI)/MED CC.12/6 au plus tard le 13 février 2017 ;**

**b. Le Secrétariat affinera davantage le format de rapport et procédera au test, en impliquant également les membres du Comité de respect des obligations, conformément à la décision IG. 22/16 ;**

**c. Le projet de format révisé de rapport sera soumis aux Points focaux des composantes du PAM pour observations, avant soumission aux Points focaux nationaux du PAM et lors de la 20<sup>ème</sup> Réunion ordinaire des Parties contractantes à la Convention pour la protection du milieu marin et du littoral de la Méditerranée et à ses Protocoles.**

#### **Point 7 de l'ordre du jour : **Projet de Lignes directrices pour l'évaluation des rapports soumis conformément à l'article 26 de la Convention de Barcelone****

20. Selma Cengic a présenté le document UNEP(DEPI)/MED CC.12/7 contenant le projet de Lignes directrices pour l'évaluation des rapports afin de déceler les cas réels ou potentiels de non-respect des obligations. Le projet de Lignes directrices propose un ensemble de critères visant à aider le Comité de respect des obligations et le Secrétariat à évaluer le respect de la Convention de Barcelone et de ses Protocoles par les Parties contractantes en se basant sur leurs rapports nationaux de mise en œuvre.

21. Au cours des discussions qui ont suivi, les points suivants ont été évoqués :

a. Il est important de souligner le fait que le projet de Lignes directrices servira d'indication préliminaire d'une éventuelle situation de non-respect des obligations. Cela doit clairement se refléter dans le titre des Lignes directrices, qui doivent être reformulées comme suit : « Projet de Lignes directrices pour l'évaluation préliminaire des rapports visant à déceler les cas réels ou potentiels de non-respect des obligations » ;

b. Il est grandement profitable de tester le projet de Lignes directrices par rapport aux rapports nationaux de mise en œuvre soumis par les Parties contractantes. Cela permettra de vérifier, en premier lieu, si et dans quelle mesure les critères proposés tiennent compte des aspects les plus pertinents du respect des obligations et, deuxièmement, dans quelle mesure ils attribuent des poids différents aux questions des rapports nationaux de mise en œuvre ;

c. Le projet de Lignes directrices est suffisamment avancé pour être testé. Il n'y a aucune raison de mettre en attente cet exercice jusqu'à l'achèvement du format révisé de rapport. L'objectif du test doit être clairement énoncé. Le but unique de cet exercice est de tester le projet de Lignes directrices ; il ne s'agit pas de vérifier le respect des obligations ;

d. Des dispositions doivent être mises en place pour tester le projet de Lignes directrices par rapport à trois ou quatre rapports nationaux de mise en œuvre. Pour assurer l'objectivité de l'évaluation, il conviendra de prendre des dispositions au sein du Comité de respect des obligations pour que le Secrétariat reçoive diverses évaluations pour le même pays afin de rédiger un rapport de synthèse ;

e. Les tests relatifs au projet de Lignes directrices doivent être un exercice collectif à effectuer par le Comité de respect des obligations entre deux sessions lors de la préparation de sa prochaine réunion. Tous les membres titulaires et les membres suppléants du Comité de respect des obligations doivent être invités à participer à ces tests. Il convient d'attribuer un rôle aux composantes du PAM ;

f. Dans le but de tester le projet de Lignes directrices, trois groupes doivent être créés au sein du Comité de respect des obligations. Ces groupes doivent refléter un équilibre en ce qui concerne leur expertise juridique et technique. Chaque groupe recevra un rapport national de mise en œuvre, dont un en français, afin que chacun de ses membres puisse tester le projet de Lignes directrices. Le Secrétariat préparera ensuite une analyse de synthèse en s'appuyant sur les résultats des tests ;

g. Le projet de Lignes directrices doit être considéré comme un outil méthodologique à utiliser par le Secrétariat ainsi que par le Comité de respect des obligations dans l'évaluation préliminaire des rapports nationaux de mise en œuvre.

22. Sur la base des discussions relatives au projet de Lignes directrices pour l'évaluation des rapports visant à déceler les cas réels ou potentiels de non-respect des obligations, le Comité de respect des obligations a convenu de la procédure suivante pour poursuivre ses travaux sur cette question :

### **Conclusions et recommandations**

**a. Le Comité de respect des obligations réalisera un test pilote du projet de Lignes directrices tel qu'il figure dans le document UNEP(DEPI)/MED CC.12.7 par rapport à trois ou quatre rapports nationaux de mise en œuvre qui seront transmis par le Secrétariat, pour soumission lors de la 13<sup>ème</sup> réunion du Comité de respect des obligations ;**

**b. Aux fins de la réalisation du test pilote ci-dessus, trois groupes ont été créés avec des membres titulaires et des membres suppléants présents à la Réunion - Groupe A (Selma Cengic, Joseph Edward Zaki, Aysin Turpanci et Milena Batakovic), Groupe B (Orr Karassin, José Juste -Ruiz et Nicos Georgiades) et Groupe C (Samira Hamidi et Bernard Brillet). Chaque groupe recevra un rapport national de mise en œuvre accompagné d'une indication succincte du Secrétariat pour faciliter les tests d'ici les deux premières semaines de mars 2017. L'objectif est de tester le projet de Lignes directrices par rapport à ce rapport. Ce faisant, le Secrétariat invite tous les membres titulaires et les membres suppléants du Comité de respect des obligations à participer à cet exercice collectif ;**

**c. Chaque membre du Groupe enverra de façon indépendante le résultat des tests au Secrétariat avant le 31 mai 2017, afin de permettre au Secrétariat de préparer une analyse de synthèse à transmettre aux composantes du PAM pour observations avant soumission pour examen lors de la 13<sup>ème</sup> Réunion du Comité de respect des obligations.**

### **Point 8 de l'ordre du jour : Pouvoir d'initiative du Comité de respect des obligations : Définition de critères de recevabilité des sources pertinentes d'information (paragraphe 23bis, chapitre V, Décision IG.17/2 telle que modifiée)**

23. Le Secrétariat a fait un exposé sur le document UNEP(DEPI)/MED CC.12/8 traitant du pouvoir d'initiative du Comité de respect des obligations, comme prévu au paragraphe 23.bis des Procédures et mécanismes relatifs au respect de la Convention de Barcelone et de ses Protocoles.

24. Le paragraphe 23.bis est libellé comme suit : « Le Comité peut examiner, sur la base des rapports d'activités biennaux ou à la lumière de toutes autres informations pertinentes, les difficultés rencontrées par une Partie contractante dans l'application de la Convention et de ses Protocoles. Le Comité peut demander à la Partie concernée de lui fournir toutes informations complémentaires. La Partie concernée dispose d'un délai de deux mois pour répondre. »

25. Le document a entraîné les questions suivantes lors des discussions qui ont suivi :

a. La formule tout compris « sur la base des rapports d'activités biennaux ou à la lumière de toutes autres informations pertinentes » nécessite une interprétation afin d'identifier clairement les sources

d'informations selon lesquelles le Comité de respect des obligations a le droit d'entamer la procédure à sa propre initiative ;

b. Lors de l'interprétation du paragraphe 23.bis, il est important de donner à un terme son sens habituel, dans le contexte des procédures et mécanismes de respect des obligations et à la lumière de leur objet et de leur but. Au titre du paragraphe 23.bis, un mandat général est accordé au Comité de respect des obligations, l'autorisant à engager des procédures sur la base des « rapports d'activité biennaux » et de « toutes autres informations pertinentes ». Cet esprit doit guider l'interprétation du paragraphe 23.bis ;

c. L'expression « toutes autres informations pertinentes » doit être comprise de façon littérale. L'expression « rapports d'activités biennaux » doit être interprétée comme faisant référence aux rapports nationaux de mise en œuvre soumis par les Parties contractantes sur une base biennale ;

d. Les critères de recevabilité doivent être définis dans le contexte du paragraphe 23.bis. Ils doivent porter sur deux aspects fondamentaux : la source et la qualité des informations. La source doit être crédible, identifiable et transparente. Quant à la qualité, les informations doivent être vérifiables, pertinentes, mesurables et objectives. En établissant les critères de recevabilité, il convient de se demander si la source d'information est un pays ou toute autre source, par exemple les composantes du PAM, des ONG ou le grand public ;

e. Il convient d'accorder une plus grande visibilité aux activités du Comité de respect des obligations. Les Parties contractantes doivent être plus conscientes du rôle du Comité de respect des obligations dans la promotion et la facilitation du respect des obligations par différents mécanismes, y compris le rôle de déclenchement du Comité de respect des obligations.

26. À la suite des discussions sur la définition des critères de recevabilité des sources d'information pertinentes, le Comité de respect des obligations a convenu de ce qui suit :

#### **Conclusions et recommandations**

**a. Au paragraphe 23.bis des Procédures et mécanismes de respect des obligations tels que modifiés, la formule « rapports d'activités biennaux » doit être interprétée comme faisant référence aux rapports nationaux de mise en œuvre de la Convention de Barcelone et de ses Protocoles soumis par les Parties contractantes sur une base biennale selon l'article 26 de la Convention de Barcelone ;**

**b. Au paragraphe 23.bis des Procédures et mécanismes de respect des obligations tels que modifiés, la formule « toutes autres informations pertinentes » doit être interprétée littéralement ;**

**c. Le Secrétariat, en coordination avec Orr Karassin, préparera un document sur les critères de recevabilité portant sur la source d'information (par exemple crédible, identifiable, transparente) et sur la qualité des informations (par exemple vérifiables, pertinentes, mesurables, objectives). Ce faisant, il convient de tenir compte, entre autres, de la source d'information, qu'il s'agisse de pays ou d'autres sources ;**

**d. Le Secrétariat explorera les moyens de sensibiliser aux activités du Comité de respect des obligations, y compris le rôle de déclenchement du Comité. Le Comité de respect des obligations évoquera cette question dans son rapport à transmettre à la Conférence des Parties contractantes.**

#### **Point 9 de l'ordre du jour : Questions diverses**

27. Au titre de ce point de l'ordre du jour, Nicos Georgiades a présenté une proposition visant à modifier les Procédures et mécanismes de respect des obligations en vertu de la Convention de Barcelone et de ses Protocoles. Les modifications proposées faisaient référence aux règles actuelles régissant l'adhésion, le rôle du Comité de respect des obligations et les procédures de déclenchement existantes.

28. Le Comité de respect des obligations s'est félicité de cette proposition et a discuté des moyens de l'appliquer, en gardant à l'esprit les livrables prévus pour la prochaine réunion et la nécessité pour le Comité de réfléchir aux implications procédurales et politiques des amendements proposés.

29. Dans ce contexte, il a été noté que le retard dans la nomination des membres titulaires et des membres suppléants constitue un défi à surmonter et que le Secrétariat doit rappeler aux Parties contractantes qu'une fois qu'elles sont invitées à désigner un expert, elles doivent le faire de toute urgence. Il a été suggéré qu'il serait très utile que le Secrétariat transmette au Comité de respect des obligations un tableau présentant la liste de tous les membres, y compris les coordonnées et l'affiliation. En outre, il a été proposé que la prochaine Réunion du Comité de respect des obligations réfléchisse à cette proposition au titre du point de l'ordre du jour « Questions diverses ».

30. Le Comité de respect des obligations a convenu de ce qui suit :

#### **Conclusions et recommandations**

- a. Le Secrétariat préparera un texte consolidé et actualisé de la Décision IG.17/2 modifiée par les Décisions IG.20/1 et IG.21/1 sur les procédures et mécanismes de respect des obligations à transmettre au Comité ;**
- b. Nicos Georgiades transmettra au Comité une version révisée de sa proposition sur la révision des Procédures et mécanismes de respect des obligations ;**
- c. Aborder la question de la révision des Procédures et mécanismes de respect des obligations lors de la 13<sup>ème</sup> Réunion du Comité de respect des obligations au titre du point de l'ordre du jour « Questions diverses » ;**
- d. Le Secrétariat rappellera aux Parties contractantes la procédure de nomination des membres titulaires et des membres suppléants du Comité de respect des obligations et la nécessité de désigner de toute urgence leurs experts dès qu'elles sont invitées à le faire ;**
- e. Le Secrétariat préparera un tableau présentant la composition, l'affiliation et les coordonnées des membres titulaires et des membres suppléants du Comité de respect des obligations et le transmettra au Comité.**

31. Certains membres du Comité se sont dits préoccupés par les problèmes causés par l'adhésion rigide à la politique du PNUE relative aux modalités de voyage.

#### **Point 10 de l'ordre du jour : Adoption du projet de conclusions et recommandations**

32. Sur la base d'un projet élaboré par le Secrétariat en consultation avec la Présidente du Comité de respect des obligations, le Comité a convenu de la liste des conclusions et recommandations présentées à l'**Annexe III** du présent rapport.

#### **Point 11 de l'ordre du jour : Date, lieu et durée de la 13<sup>ème</sup> Réunion du Comité de respect des obligations**

33. Le Comité de respect des obligations a convenu de se réunir les **26 et 27 septembre 2017 dans les locaux de l'Unité de coordination du Programme des Nations Unies pour l'Environnement/Plan d'action pour la Méditerranée à Athènes (Grèce).**

#### **Point 12 de l'ordre du jour : Clôture de la réunion**

34. La réunion a été clôturée par Mme Milena Batakovic, Présidente du Comité de respect des obligations, le 25 janvier 2017 à 17 heures.

**Annexe I**

**Liste des participants**

**List of Participants / Liste des participants**

<b>Members / Membres titulaires</b>	<b>Alternate Members / Membres suppléants</b>
<p><b>Mme CENGIC Selma</b> Executive Director Hydro-Engineering Institute Sarajevo, Bosnie-Herzégovine.</p> <p>Tél. : +387 3320 7949 Fax +387 3320 7949 Courriel : selma.cengic@heis.ba</p>	<p><b>Mme BATAKOVIC Milena</b> Senior adviser Department for nature protection, monitoring, analysis and reporting Environmental Protection Agency of Montenegro Podgorica, Monténégro</p> <p>Tél. : +382 2061 8256 Courriel : milena.batakovic@epa.org.me</p>
<p><b>Mme GEORGIADIS Nicos</b> Expert environnemental Nicosie (Chypre)</p> <p>Tél. : +357 9947 9028 Fax +357 2278 0385 Courriel : nicosgeorgiades@cytanet.com.cy</p>	<p><b>M. BRILLET Bernard</b> Inspecteur général de l'administration du développement durable honoraire Paris, France</p> <p>Tél. : +336 2372 0515 Courriel : bernard.brillet@developpement- durable.gouv.fr</p>
<p><b>M. JUSTE RUIZ José</b> Catedrático de Derecho Internacional Universidad de Valencia Valence (Espagne)</p> <p>Tél. : +34963828553 Fax : +34963828552 Cel. : +34606985454 Courriel : jose.juste@uv.es</p>	<p><b>Mme HAMIDI Samira</b> Inspectrice Centrale de l'Environnement Ministère des Ressources en Eau et de l'Environnement Direction Générale de l'Environnement et du Développement Durable Alger (Algérie)</p> <p>Tél. : +213 0 2143 2847 Cel. : +213 5 5901 3340 ; +213 5 5091 9596 Courriel : natechesamira@yahoo.fr</p>
<p><b>Mme TURPANCI Aysin</b> Expert juridique Ankara (Turquie)</p> <p>Tél. : +9 050 5432 0961 Fax : +9 0312 418 7386 Courriel : aysin.turpanci@csb.gov.tr ; aysinturpanci@gmail.com</p>	<p><b>Mme KARASSIN Orr</b> Head of Public Law Program the Department of Sociology and Political Science- the Open University of Israel Rannana (Israël)</p> <p>Tél. : +972 9778 0698 Cel. : +9725 4422 9181 Courriel : karassin@gmail.com, karassin@openu.ac.il</p>
<p><b>M. ZAKI Joseph Edward Mekhael</b> Advisor to the minister of communication and information technology for legal affairs &amp; economical Le Caire (Égypte)</p> <p>Tél. : +2010 0140 7774 Courriel : sb_joseph@hotmail.co.uk ; sb_Joseph@hotmail.com</p>	

**SECRETARIAT DE LA CONVENTION DE BARCELONE  
UNITÉ DE COORDINATION DU PLAN D'ACTION POUR LA MÉDITERRANÉE**

**M. Gaetano Leone**

Coordonnateur

Tél : +30 21 0727 3101

Courriel : gaetano.leone@unep.org

**Mme Tatjana Hema**

Coordinatrice adjointe

Tél. : +3021 0727 3115

Email: tatjana.hema@unep.org

**M. Ilias Mavroeidis**

Responsable de la gestion des programmes

Tél. :+30 21 0727 3132

Courriel : ilias.mavroeidis@unep.org

**Mme Luisa Rodriguez-Lucas**

Avocate

Tél : +30 21 0727 3142

Courriel : luisa.rodriguez-lucas@unep.org



## **Annexe II**

### **Ordre du jour provisoire**

### **Ordre du jour provisoire**

<b>Point 1 de l'ordre du jour</b>	Ouverture de la réunion
<b>Point 2 de l'ordre du jour</b>	Adoption de l'ordre du jour et organisation des travaux
<b>Point 3 de l'ordre du jour</b>	Élection du président et du vice-président et signature de la déclaration solennelle par les nouveaux membres titulaires et membres suppléants
<b>Point 4 de l'ordre du jour</b>	Suivi de l'exécution des décisions IG. 22/15 et IG. 22/16 de la 19 <sup>ème</sup> Réunion des Parties contractantes
<b>Point 5 de l'ordre du jour</b>	Évaluation actualisée des rapports nationaux de mise en œuvre conformément au chapitre IV des Procédures et mécanismes de respect des obligations
<b>Point 6 de l'ordre du jour</b>	Projet de format révisé de rapport pour l'application de la Convention de Barcelone et de ses Protocoles.
<b>Point 7 de l'ordre du jour</b>	Projet de Lignes directrices pour l'évaluation des rapports soumis conformément à l'article 26 de la Convention de Barcelone
<b>Point 8 de l'ordre du jour</b>	Pouvoir d'initiative du Comité de respect des obligations : Définition de critères d'admissibilité des sources d'information pertinentes (paragraphe 23 bis, chapitre V, Décision IG.17/2 telle que modifiée)
<b>Point 9 de l'ordre du jour</b>	Questions diverses
<b>Point 10 de l'ordre du jour</b>	Adoption du projet de conclusions et recommandations
<b>Point 11 de l'ordre du jour</b>	Date, lieu et durée de la 13 <sup>ème</sup> Réunion du Comité de respect des obligations
<b>Point 12 de l'ordre du jour</b>	Clôture de la réunion

## **Annexe III**

### **Conclusions et recommandations**

Conclusions et recommandations	§ de Réf. du Rapport	Mesure à prendre par	Date limite
<b>Point 4 de l'ordre du jour - Suivi de l'exécution des Décisions IG.22/15 et IG.22/16 de la 19<sup>ème</sup> Réunion des Parties contractantes</b>			
Informier le Comité des progrès réalisés relativement à la soumission des rapports nationaux de mise en œuvre en suspens par l'Algérie et Monaco pour la période 2012-2013, à la suite de nouveaux contacts bilatéraux avec l'Algérie et Monaco ;	10.a	Le Secrétariat	Six semaines avant la 13 <sup>ème</sup> Réunion du Comité de respect des obligations
Sur la base de la mise à jour ci-dessus effectuée par le Secrétariat, envisager d'autres mesures à prendre lors de sa prochaine réunion ;	10.b	Le Comité de respect des obligations	13 <sup>ème</sup> Réunion du Comité de respect des obligations
Continuer à encourager et à soutenir les Parties contractantes qui n'ont pas soumis leurs rapports nationaux de mise en œuvre pour la période 2014-2015	10.c	Le Secrétariat	Selon le cas
Informier des progrès réalisés relativement à la nomination en instance par Monaco d'un expert en tant que membre suppléant du Comité de respect des obligations pour un mandat de quatre ans.	10.d	Le Secrétariat	Selon le cas, mais au plus tard six semaines avant la 13 <sup>ème</sup> réunion du Comité de respect des obligations
Préparer un projet de questionnaire concis visant à rassembler des informations et des suggestions sur les voies d'amélioration de l'efficacité des mécanismes et procédures de respect des obligations et de renforcement du rôle du Comité	11.a	Le Secrétariat en consultation avec Nicos Georgiades, Milena Batakovic et Samira Hamidi	6 mars 2017
Faire des observations sur le projet de questionnaire	11.b	Le Comité de respect des obligations	20 mars 2017
Sur la base des observations reçues du Comité de respect des obligations relativement au projet de questionnaire, affiner davantage le questionnaire et le diffuser aux Points focaux du PAM, pour le compte du Comité de respect des obligations	11.b	Le Secrétariat	27 mars 2017
En s'appuyant sur les réponses au questionnaire reçues par les Points focaux du PAM, préparer une analyse de synthèse	11.c	Le Secrétariat en consultation avec Nicos Georgiades, Milena Batakovic et Samira Hamidi	Six semaines avant la 13 <sup>ème</sup> Réunion du Comité de respect des obligations

Conclusions et recommandations	§ de Réf. du Rapport	Mesure à prendre par	Date limite
Préparer un projet de document d'orientation permettant d'identifier les questions essentielles qui pourraient nécessiter des conseils supplémentaires	11.d	Le Secrétariat en coordination avec des composantes du PAM	Six semaines avant la 13 <sup>ème</sup> Réunion du Comité de respect des obligations
Préparer un document d'orientation abordant la nature juridique et les principales obligations des décisions thématiques, y compris les Plans d'action régionaux, adoptés par la Réunion des Parties contractantes	11.e	Le Secrétariat en consultation avec Jose Juste Ruiz et Bernard Brillet	Six semaines avant la 13 <sup>ème</sup> Réunion du Comité de respect des obligations
<b>Point 5 de l'ordre du jour – Évaluation actualisée des rapports nationaux de mise en œuvre conformément au chapitre IV des Procédures et mécanismes de respect des obligations</b>			
Préparer une analyse approfondie des rapports nationaux sur la mise en œuvre de la Convention de Barcelone et de ses Protocoles	14	Le Secrétariat	Six semaines avant la 13 <sup>ème</sup> Réunion du Comité de respect des obligations
<b>Point 6 de l'ordre du jour – Projet de format révisé de rapport pour l'application de la Convention de Barcelone et de ses Protocoles.</b>			
Envoyer au Secrétariat leurs observations concrètes sur le projet de format révisé de rapport présenté dans le document UNEP(DEPI)/MED CC.12/6	19.a	Les membres titulaires et les membres suppléants du Comité de respect des obligations	13 février 2017
Sur la base des observations reçues, affiner davantage le format de rapport et procéder à des tests, en impliquant également les membres du Comité de respect des obligations, conformément à la décision IG. 22/16	19.b	Le Secrétariat	Début 2017
Soumettre le projet de format révisé de rapport aux Points focaux des composantes du PAM pour observations, avant soumission aux Points focaux nationaux du PAM et lors la 20 <sup>ème</sup> Réunion ordinaire des Parties contractantes à la Convention pour la protection du milieu marin et du littoral de la Méditerranée et à ses Protocoles.	19.c	Le Secrétariat	Dès la fin des tests
<b>Point 7 de l'ordre du jour – Projet de Lignes directrices pour l'évaluation des rapports soumis conformément à l'article 26 de la Convention de Barcelone</b>			
Réaliser un test pilote du projet de Lignes directrices tel qu'il figure dans le document UNEP(DEPI)/MED CC. 12.7 par rapport à trois ou quatre rapports nationaux de mise en œuvre à transmettre par le Secrétariat	22.a	Le Comité de respect des obligations	Six semaines avant la 13 <sup>ème</sup> Réunion du Comité de respect des obligations

Conclusions et recommandations	§ de Réf. du Rapport	Mesure à prendre par	Date limite
Envoyer au Groupe A (Selma Cengic, Joseph Edward Zaki, Aysin Turpanci et Milena Batakovic), au Groupe B (Orr Karassin, José Juste-Ruiz et Nicos Georgiades) et au Groupe C (Samira Hamidi et Bernard Brillet) un rapport national de mise en œuvre accompagné d'une indication succincte pour faciliter les tests	22.b	Le Secrétariat	2 premières semaines de mars 2017
Inviter tous les membres titulaires et les membres suppléants du Comité de respect des obligations à participer à cet exercice collectif	22.b	Le Secrétariat	2 premières semaines de mars 2017
Envoyer de façon indépendante le résultat du test au Secrétariat	22.c	Chaque membre des groupes	31 mai 2017
Sur la base des résultats des tests, préparer une analyse de synthèse à transmettre aux composantes du PAM pour observation avant soumission lors la 13 <sup>ème</sup> Réunion du Comité de respect des obligations.	22.c	Le Secrétariat	Six semaines avant la 13 <sup>ème</sup> Réunion du Comité de respect des obligations
<b>Point 8 de l'ordre du jour – Pouvoir d'initiative du Comité de respect des obligations : Définition de critères de recevabilité des sources d'information pertinentes (paragraphe 23bis, chapitre V, décision IG. 17/2)</b>			
Préparer un document sur les critères de recevabilité portant sur la source d'information (par exemple crédible, identifiable, transparent) et sur la qualité des informations (par exemple vérifiables, pertinentes, mesurables, objectives). Ce faisant, il faut tenir compte, entre autres, de la source d'information, qu'il s'agisse de pays ou d'autres sources.	26.c	Le Secrétariat en coordination avec Orr Karassin	Six semaines avant la 13 <sup>ème</sup> Réunion du Comité de respect des obligations
Explorer les moyens de sensibiliser aux activités du Comité de respect des obligations, y compris le rôle de déclenchement du Comité de respect des obligations.	26.d	Le Secrétariat	Selon le cas
Évoquer les questions de sensibilité dans son rapport lors de la Conférence des Parties contractantes	26.d	Le Comité de respect des obligations	Date limite de la CdP 20
<b>Point 9 de l'ordre du jour – Questions diverses</b>			
Préparer un texte consolidé et actualisé de la Décision IG. 17/2 modifié par les Décisions IG. 20/1 et IG. 21/1 sur les Procédures et mécanismes de respect des obligations à transmettre au Comité	30.a	Le Secrétariat	Dès que possible
Transmettre au Comité de respect des obligations une version révisée de la proposition sur la révision des Procédures et mécanismes de respect des obligations	30.b	Nicos Georgiades	Six semaines avant la 13 <sup>ème</sup> Réunion du Comité de respect des obligations

Conclusions et recommandations	§ de Réf. du Rapport	Mesure à prendre par	Date limite
Aborder la question de la révision des Procédures et mécanismes de respect des obligations au titre du point de l'ordre du jour « Questions diverses »	30.c	Le Comité de respect des obligations	13 <sup>ème</sup> Réunion du Comité de respect des obligations
Rappeler aux Parties contractantes la procédure de nomination des membres titulaires et des membres suppléants du Comité de respect des obligations et la nécessité de désigner de toute urgence leurs experts dès qu'elles sont invitées à le faire	30.d	Le Secrétariat	Selon le cas
Préparer un tableau présentant la composition, l'affiliation et les coordonnées des membres titulaires et des membres suppléants du Comité de respect des obligations et le transmettre au Comité.	30.e	Le Secrétariat	Dès que possible
<b>Point 11 de l'ordre du jour – Date, lieu et durée de la 13<sup>ème</sup> Réunion du Comité de respect des obligations</b>			
Se réunir dans les locaux de l'Unité de coordination du Programme des Nations Unies pour l'Environnement/Plan d'action pour la Méditerranée à Athènes (Grèce).	33	Le Comité de respect des obligations	26-27 septembre 2017



NATIONS  
UNIES

EP

UNEP(DEPI)/MED CC.13/12



PROGRAMME DES NATIONS UNIES  
POUR L'ENVIRONNEMENT  
PLAN D'ACTION POUR LA MÉDITERRANÉE

24 octobre 2017  
Original: anglais

13<sup>ème</sup> réunion du Comité de conformité de la Convention de Barcelone  
et de ses Protocoles

Athènes, Grèce, 26 au 27 septembre 2017

**Rapport de la réunion**

Pour des raisons de coût et de protection de l'environnement, le tirage du présent document a été restreint. Il est aimablement demandé aux délégations d'apporter leur copie de ce document aux réunions et de s'abstenir de demander des copies supplémentaires.

PNUE/PAM  
Athènes, 2017



## Sommaire

	Pages
<b>Rapport</b>	1-11
<b>Annexes</b>	
<b>Annexe I</b>	Liste de participants
<b>Annexe II</b>	Ordre du jour
<b>Annexe III</b>	Critères de recevabilité des sources pertinentes d'information et procédure au titre du paragraphe 23.bis des Procédures et mécanismes de respect des obligations de la Convention de Barcelone et de ses Protocoles
<b>Annexe IV</b>	Programme de travail du Comité de respect des obligations pour l'exercice biennal 2018-2019
<b>Annexe V</b>	Rapport d'activité du Comité de respect des obligations pour l'exercice biennal 2016-2017
<b>Annexe VI</b>	Projet de décision IG.23/2. Comité de respect des obligations : exercice biennal 2016-2017

**Point 1 de l'ordre du jour : Ouverture de la réunion**

1. La 13<sup>ème</sup> réunion du Comité de respect des obligations de la Convention de Barcelone et de ses Protocoles s'est tenue les 26 et 27 septembre 2017 à Athènes, en Grèce, dans les locaux de l'Unité de coordination du Programme des Nations Unies pour l'environnement/Plan d'action pour la Méditerranée (PNUE/PAM).
2. Ont pris part à la réunion les Membres et Suppléants du Comité de respect des obligations ci-après : Milena Batakovic, Bernard Brillet, Odeta Cato, Selma Cengic, Nicos Georgiades, Samira Hamidi, José Juste Ruiz, Orr Karassin, Larbi Sbai, Aysin Turpanci et Joseph Edward Mekhael Zaki ; et le Secrétariat. La liste des participants est jointe en Annexe I du présent rapport.
3. Après s'être assurée que le quorum visé par le paragraphe 15 des Procédures et mécanismes de respect des obligations dans le cadre de la Convention de Barcelone et de ses Protocoles (Décision IG.17/2, telle qu'amendée) était atteint, la Présidente du Comité de respect des obligations, Milena Batakovic, a ouvert la réunion en soulignant la nécessité de préserver la dynamique instaurée et de poursuivre dans cette voie afin de concrétiser les résultats attendus pour la 20<sup>e</sup> Réunion des Parties contractantes (CdP 20) (Tirana, Albanie, 17-20 décembre 2017) et de fournir une solide base de travail pour l'exercice biennal à venir.
4. La Coordinatrice adjointe, Tatjana Hema, a accueilli les participants. Elle a fait part des principales questions abordées lors de la réunion des Points focaux du PAM (Athènes, Grèce, 12-15 septembre 2017) qui relèvent des travaux du Comité de respect des obligations. Celles-ci concernaient les deux projets de Décisions de la CdP comportant le Modèle de rapport révisé pour l'application de la Convention de Barcelone et de ses Protocoles et les Résultats des travaux menés par le Comité de respect des obligations en 2016-2017, respectivement, ainsi que les accords en place pour la reconduction partielle des membres du Comité de respect des obligations.
5. La Présidente et la Coordinatrice adjointe ont souligné la nécessité de finaliser les travaux en cours, en accordant la priorité aux éléments suivants : (1) Le projet de Rapport d'activité du Comité de respect des obligations pour l'exercice biennal 2016-2017, (2) le projet de Lignes directrices relatives aux critères de recevabilité et à la procédure au titre du paragraphe 23.bis des Procédures et mécanismes de respect des obligations dans le cadre de la Convention de Barcelone et de ses Protocoles, et (3) le projet de Programme de travail du Comité de respect des obligations pour l'exercice biennal 2018 - 2019.

**Point 2 de l'ordre du jour : Adoption de l'ordre du jour et organisation des travaux**

6. Le Comité de respect des obligations a adopté l'Ordre du jour (UNEP(DEPI)/MED CC.13/1) et l'Ordre du jour provisoire annoté (UNEP(DEPI)/MED CC.13/2) sans amendement, et convenu de restructurer le calendrier proposé (UNEP(DEPI)/MED CC.12/3) afin de respecter les priorités identifiées. Un exemplaire de l'Ordre du jour provisoire soumis à la réunion est joint en **Annexe II** du présent rapport.
7. Conformément au Règlement intérieur du Comité de respect des obligations (Décision IG. 19/1, telle qu'amendée), le Comité a formellement adopté le rapport de la 12<sup>e</sup> Réunion du Comité de respect des obligations de la Convention de Barcelone et de ses Protocoles (Athènes, Grèce, 24-25 janvier 2017), (UNEP(DEPI)/MED CC.13/Inf.3). Ce rapport avait déjà été adopté par le Comité de respect des obligations en intersession.

**Point 3 de l'ordre du jour : Suivi de la mise en œuvre des décisions IG.22/15 et IG.22/16 de la 19<sup>e</sup> réunion des Parties contractantes (CdP19)**

*Suivi de la mise en œuvre des décisions IG.22/15 et IG.22/16*

8. Le Secrétariat a présenté le document UNEP(DEPI)/MED CC.13/4, qui donnait une vue d'ensemble de la situation en matière de présentation de rapports au titre de l'article 26 de la Convention de Barcelone pour les exercices biennaux 2012-2013 et 2014-2015, et des progrès réalisés dans la mise en œuvre du Programme de travail du Comité de respect des obligations pour l'exercice biennal 2016 - 2017, depuis la 12<sup>e</sup> Réunion du Comité (Athènes, Grèce, 24-25 janvier 2017).

9. Dans le cadre de cette présentation, le Secrétariat a fait part des mesures prises aux fins d'accroître le taux de soumission de rapports nationaux de mise en œuvre, en mentionnant notamment les courriers adressés par le Coordinateur aux Points Focaux du PAM. Ces courriers précisaient que, en soumettant des rapports relatifs à la mise en œuvre nationale, les Parties contractantes ne s'acquittaient pas seulement de leurs obligations en vertu de l'article 26 de la Convention de Barcelone et des articles pertinents de ses Protocoles traitant des obligations de présentation de rapports : elles fournissaient également aux Réunions des Parties contractantes un outil essentiel pour assurer le suivi permanent de la mise en œuvre de la Convention de Barcelone et de ses Protocoles, et contribuaient ainsi à la crédibilité du système PNUE/PAM.

10. Le Secrétariat a par ailleurs rendu compte des changements apportés au statut de Monaco en matière de présentation de rapports, qui est passé de « non-soumission » à « projet de rapport » pour les périodes de rapport 2012-2013 et 2014-2015, et évoqué le document examiné lors de la Réunion des Points focaux du PAM (Athènes, Grèce, 12-15 septembre 2017) relatif à l'État d'avancement général de la mise en œuvre de la Convention de Barcelone et de ses Protocoles (UNEP(DEPI)/MED WG.443/Inf.11).

11. Le document relatif à l'État d'avancement général a été préparé par le Secrétariat et les composantes du PAM, à savoir le MED POL, le REMPEC, le CAR/ASP et le CAR/PAP, sur la base des informations contenues dans les rapports de mise en œuvre soumis par les Parties contractantes pour l'exercice biennal 2014-2015. Il s'inscrivait dans le cadre de l'activité dix du Programme de travail du Comité de respect des obligations pour l'exercice biennal 2016-2017 (CdP 19, Décision IG. 22/15) : « Examen, en étroite collaboration avec les composantes du PAM, des difficultés éventuelles dans l'interprétation des dispositions des protocoles, pour examen à la réunion des Parties contractantes ».

12. Au cours de la discussion qui a suivi, les principaux points ci-après ont été soulevés :

- a. dans un souci de clarté, dans le cadre de la présentation de l'aperçu de la situation en matière de soumission de rapports pour chaque exercice biennal, il conviendrait de ne faire aucune distinction entre les rapports nationaux de mise en œuvre soumis en vertu du Protocole « aires spécialement protégées » et les rapports soumis en vertu de la Convention de Barcelone et des autres Protocoles. Les différentes plateformes en ligne disponibles pour la soumission de rapports par l'intermédiaire du CAR/INFO, c'est-à-dire, le Protocole/Questionnaire de reporting GIZC et le Système d'élaboration de rapport de la Convention de Barcelone (BCRS), respectivement, ne justifient pas une telle distinction, laquelle est par ailleurs susceptible de porter à confusion ;
- b. par ailleurs, afin d'éviter tout malentendu lié à l'emploi d'une terminologie différente, le terme « soumission » devrait être utilisé pour refléter la situation des Parties contractantes qui ont soumis leurs rapports nationaux de mise en œuvre, tandis que le terme « non-soumission » devrait être employé pour définir la situation de celles qui n'ont pas encore soumis leurs rapports. Le terme « projet de rapport » est extrêmement vague et n'équivaut pas à une soumission. En ce qui concerne l'Algérie, qui a transmis son rapport national de mise en œuvre au Secrétariat, cette situation doit être précisément reflétée par l'emploi du terme « soumission » ;
- c. en vertu de l'article 26.1 de la Convention de Barcelone: « Les Parties contractantes transmettent à l'Organisation des rapports sur : (a) les mesures juridiques, administratives et autres prises par elles pour la mise en œuvre de la présente Convention, des Protocoles et des recommandations adoptées par leurs réunions ; (b) l'efficacité des mesures visées à l'alinéa a) et les problèmes rencontrés dans la mise en œuvre des instruments tels que mentionnés ci-dessus » ;

- d. L'article 26.1 établit une obligation impérative en matière de rapports. Il s'agit d'une obligation fondamentale qui offre aux Parties contractantes une base leur permettant d'assurer un suivi permanent de la mise en œuvre de la Convention de Barcelone et de ses Protocoles (article 18 de la Convention de Barcelone) et d'évaluer la conformité à la Convention de Barcelone et à ses Protocoles, ainsi qu'aux mesures et recommandations (article 27 de la Convention de Barcelone) ;
- e. le Comité de respect des obligations, tel qu'établi dans les Procédures et mécanismes de respect des obligations, exerce un rôle de conseil et d'incitation, sans capacité d'exécution. Les informations, les conseils et la facilitation de l'assistance, plutôt que les sanctions, sont des outils essentiels pour aider le Comité de respect des obligations à concrétiser son objectif visant à faciliter et à promouvoir la conformité à la Convention de Barcelone et à ses Protocoles. La nature non-conflictuelle et non-judiciaire du Comité de respect des obligations façonne les mesures qu'il est susceptible de mettre en œuvre dans le but de promouvoir la conformité auprès des Parties contractantes ;
- f. des approches fondées sur l'information, telles que la sensibilisation du public et la publicité, pourraient s'avérer très efficaces pour promouvoir la conformité, tant au niveau national qu'international. Encourager la participation du public au respect des obligations, par exemple au travers des médias, pourrait être un moyen de promouvoir la conformité, tout en sensibilisant davantage les Parties contractantes ;
- g. mettre en exergue un cas spécifique, potentiel ou avéré, de non-respect des obligations par une partie permet non seulement d'exercer une pression sur cette partie, mais également d'inciter les autres parties à se mettre en conformité ou à prendre les mesures nécessaires pour continuer à respecter leurs obligations ;
- h. établir un classement des niveaux de conformité peut contribuer à déterminer les mesures les plus appropriées que le Comité de respect des obligations pourrait mettre en œuvre afin de traiter les cas de non-respect potentiels ou avérés. Dans ce contexte, le premier niveau de conformité correspondrait à la soumission des rapports requis par l'article 26 de la Convention de Barcelone. Le deuxième niveau porterait sur la qualité des rapports soumis, tandis qu'un troisième niveau de conformité viserait à évaluer la mesure dans laquelle les actions présentées favorisent la protection du milieu marin dans la zone de la mer Méditerranée, et concrétisent de ce fait l'objectif de la Convention de Barcelone et de ses Protocoles. La soumission de rapports nationaux de mise en œuvre figure au cœur de cette approche à trois niveaux ;
- i. au moment de la rédaction du présent rapport, sur les 22 Parties contractantes, 16 ont soumis leurs rapports nationaux de mise en œuvre pour l'exercice biennal 2012-2013 et 15 pour l'exercice biennal 2014-2015. Il est encourageant de noter les efforts entrepris par les Parties contractantes dans le but de soumettre leurs rapports nationaux de mise en œuvre. Toutefois, il faut encore progresser pour continuer à accroître le taux de soumission des rapports nationaux de mise en œuvre ;
- j. aux termes de son mandat, tel qu'établi dans les Procédures et mécanismes de respect des obligations, il est temps pour le Comité de respect des obligations d'adopter une position claire quant à la non-soumission des rapports visés par l'article 26 de la Convention de Barcelone ;
- k. la non-soumission des rapports devrait être considérée comme une situation potentielle de non-respect des obligations. Par la suite, dans le cadre du paragraphe 23.bis des Procédures et mécanismes de respect des obligations, le Comité de respect des obligations demandera aux Parties concernées de fournir des explications quant à la non-soumission de leurs rapports. Cet échange entre le Comité de respect des obligations et les Parties concernées ne doit pas être interprété comme une déclaration de non-conformité, mais comme l'ouverture d'une procédure d'examen visant à vérifier le respect des obligations et à inviter les Parties concernées à fournir des explications ;
- l. dans le cas de certaines Parties contractantes, la disponibilité limitée des ressources empêche la préparation des rapports en temps opportun et sous la forme voulue. Un contexte politique difficile constitue une entrave pour d'autres Parties contractantes lorsqu'il s'agit de soumettre

ces rapports. Il faudrait intensifier les efforts autant que possible afin de garantir que ces Parties contractantes soumettent leurs rapports nationaux de mise en œuvre ;

- m. l'objectif du Comité de respect des obligations est clairement déterminé au paragraphe 1 des Procédures et mécanismes de respect des obligations : « faciliter et promouvoir le respect des obligations dans le cadre de la Convention de Barcelone et de ses Protocoles ». Le Comité a souligné que les questions politiques ne relevaient pas de sa compétence.

13. Sur la base de la discussion tenue, le Comité de respect des obligations est convenu de ce qui suit :

#### Conclusions et recommandations

**a. afin de concrétiser les objectifs ultimes de la Convention de Barcelone et de ses Protocoles eu égard à l'amélioration de l'état de l'environnement dans la zone de la mer Méditerranée, la soumission de rapports par les Parties contractantes en vertu de l'article 26 de la Convention de Barcelone constitue une exigence fondamentale, juridiquement contraignante ; et**

**b. selon le paragraphe 17(a) des Procédures et mécanismes de respect des obligations dans le cadre de la Convention de Barcelone et de ses Protocoles (Décision IG. 17/2, telle qu'amendée), le Comité de respect des obligations considère la non-soumission de rapports par les Parties contractantes figurant au tableau 1 pour la (les) période(s) de rapport 2012 - 2013 et / ou 2014 - 2015, conformément à l'article 26 de la Convention, comme une situation potentielle de non-conformité et prendra des mesures en vertu du paragraphe 23.bis des Procédures et mécanismes de respect des obligations. Le Comité de respect des obligations, par l'intermédiaire du Secrétariat, demandera aux Parties susmentionnées de fournir des explications quant à la non-soumission de leurs rapports. Ces Parties disposeront d'une période de deux mois pour répondre.**

Tableau 1

Partie contractante	Période considérée 2012-2013	Période considérée 2014-2015
Égypte	Non-soumission	Non-soumission
Libye	Non-soumission	Non-soumission
Monaco	Non-soumission	Non-soumission
Slovénie	Soumission	Non-soumission
Espagne	Non-soumission	Non-soumission
Syrie	Non-soumission	Non-soumission
Tunisie	Non-soumission	Non-soumission

#### *Résultats de l'enquête par questionnaire sur les méthodes visant à améliorer l'efficacité des Mécanismes et procédures de respect des obligations*

14. La Présidente du Comité de respect des obligations, Milena Batakovic, a présenté le document UNEP(DEPI)/MED CC.13/5. Ce document synthétise les résultats de l'enquête par questionnaire sur les méthodes visant à améliorer l'efficacité des Mécanismes et procédures de respect des obligations, qui a été transmise aux Points focaux du PAM à la suite de la 12<sup>e</sup> Réunion du Comité de respect des obligations. Ce questionnaire a été préparé par Nicos Georgiades, Milena Batakovic et Samira Hamidi, en collaboration avec le Secrétariat, dans le cadre de travaux intersessions.

15. Il a été conçu pour : (1) définir les mesures permettant de mieux faire connaître le Comité de respect des obligations et de renforcer son rôle, (2) déterminer des moyens susceptibles de permettre au Comité de respect des obligations de mieux soutenir les pays qui appliquent la Convention de Barcelone et ses Protocoles, (3) déterminer si le Comité de respect des obligations pourrait renforcer son rôle de facilitation et de promotion du respect de la Convention de Barcelone et de ses Protocoles, et (4) déterminer si l'examen des Procédures et mécanismes de respect des obligations pourrait constituer un moyen possible d'améliorer l'efficacité du Comité et de renforcer son rôle. Six Points

focaux du PAM (Albanie, Bosnie-et-Herzégovine, Grèce, Lybie, Malte et Espagne) ont répondu au questionnaire. Leurs réponses ont été regroupées dans le document UNEP(DEPI)/MED CC.13/Inf.4.

16. Au cours de la discussion tenue, les principaux points ci-après ont été soulevés :
- a. le pourcentage de réponse au questionnaire est exceptionnellement bas (6 Points focaux du PAM sur 22). Cet aspect doit être porté à l'attention de la CdP 20. Ce faible taux de réponse a empêché le Comité de respect des obligations de tirer des conclusions générales et de formuler des recommandations quant aux activités concrètes qui doivent être mises en œuvre à l'avenir ;
  - b. des possibilités d'améliorer l'interaction entre le Comité de respect des obligations et les Points focaux du PAM doivent être explorées. Cela devrait inclure, par exemple, l'organisation de réunions du Comité de respect des obligations immédiatement après les Réunions des Points focaux du PAM ;
  - c. le résultat de cet exercice offre une bonne opportunité de réfléchir à la visibilité du Comité de respect des obligations. Sensibiliser les Parties contractantes et le grand public au rôle et aux travaux du Comité de respect des obligations pourrait s'avérer très efficace pour promouvoir et faciliter la conformité. Dans le cadre de l'identification de méthodes et de moyens permettant d'y parvenir, les instruments médiatiques, tels que l'Internet, devraient se voir accorder un rôle significatif, aux côtés des canaux de communication plus traditionnels (par exemple, les brochures, les documents d'orientation, etc.).
17. Suite à la discussion tenue, le Comité de respect des obligations est convenu de ce qui suit :

#### **Conclusions et recommandations**

**a. inclure dans le Programme de travail du Comité de respect des obligations pour l'exercice biennal 2018 - 2019 l'activité suivante : « Poursuivre les travaux visant à améliorer l'efficacité des Mécanismes et procédures de respect des obligations, en mettant l'accent sur les activités de sensibilisation » ; et**

**b. Milena Batakovic, Orr Karassin et Aysin Turpanci, en coordination avec le Secrétariat : (i) revoir le texte consacré au Comité de respect des obligations figurant actuellement sur le site Internet du PNUE/PAM, et le remanier au besoin ; et (ii) identifier des éléments clés pour les futurs supports de communication (par exemple, une brochure) en ciblant principalement le grand public, les composantes du PAM et les Points focaux du PAM.**

#### *Document préliminaire relatif à la nature juridique et aux principales obligations des décisions de la CdP*

18. José Juste Ruiz a présenté le document UNEP (DEPI)/MED CC.13/6, qui a été préparé par le Secrétariat, en collaboration avec Bernard Brillet et José Juste Ruiz. Ce document identifie certains éléments juridiques spécifiques qui devraient structurer l'analyse du type et de la nature des principales obligations des décisions thématiques de la CdP à des fins de respect des obligations.

19. Dans la discussion tenue, il a été souligné que toute analyse ultérieure de cette question avait pour point de départ le fait que tous les actes adoptés par les Réunions de Parties contractantes (Décisions de la CdP) sont de nature normative et, de ce fait, obligatoires. Par la suite, il conviendrait d'analyser la nature juridique des principales obligations des décisions thématiques de la CdP, notamment les Décisions relatives aux plans d'actions régionaux. À ces fins, le concept de « soft law » (directives non contraignantes) revêt une importance majeure, puisqu'il pourrait s'avérer fondamental pour la mise en œuvre de la législation contraignante (« hard law »). Il a été par ailleurs souligné qu'une telle analyse devrait être entreprise dans le cadre du Modèle de rapport révisé selon lequel la mise en œuvre des Plans d'action régionaux adoptés par les décisions de la CdP revêt une importance particulière.

20. Sur la base de la discussion tenue, le Comité de respect des obligations est convenu de ce qui suit :

### **Conclusions et recommandations**

**a. inclure dans le Programme de travail du Comité de respect des obligations pour l'exercice biennal 2018 - 2019 l'activité suivante : « Dans le cadre du Modèle de rapport révisé, analyser la nature juridique des principales obligations des décisions thématiques de la CdP dans le but d'évaluer la conformité » ; et**

**b. confier à Bernard Brillet et José Juste Ruiz, en coordination avec le Secrétariat, l'analyse de la nature juridique des principales obligations des Plans d'action régionaux liés au protocole Tellurique, tels qu'adoptées par la CdP.**

### **Point 4 de l'ordre du jour : Évaluation des rapports nationaux de mise en œuvre suivant la section IV des Procédures et mécanismes de conformité**

21. Le Secrétariat a présenté le document UNEP(DEPI)/MED CC.13/7, qui comporte une Synthèse analytique des informations fournies dans les rapports nationaux de mise en œuvre soumis par les Parties contractantes pour l'exercice biennal 2014-2015. Dans cette présentation, le Secrétariat a souligné le fait que la synthèse analytique est purement factuelle et axée sur les aspects juridiques et politiques de la mise en œuvre tout en décrivant ce qui figure dans les rapports.

22. Le Secrétariat a également fait référence au document examiné lors de la Réunion des Points focaux du PAM (Athènes, Grèce, 12-15 septembre 2017) relatif à l'État d'avancement général de la mise en œuvre de la Convention de Barcelone et de ses Protocoles (UNEP(DEPI)/MED WG.443/Inf.11). Le document a été préparé par le Secrétariat, en conjonction avec les composantes du PAM, puis transmis au Comité de respect des obligations à la suite de la Réunion des Points focaux du PAM.

23. La réunion a favorablement accueilli la Synthèse analytique et le document relatif à l'État d'avancement général en tant que base solide pour évaluer le respect des obligations dans le cadre de la Convention de Barcelone et de ses Protocoles. Qu'il s'agisse d'évaluer le respect des obligations par thème ou par pays, il a été souligné lors de la réunion que cette évaluation devait être ciblée et conduite au terme d'un examen attentif de l'ensemble des aspects. Du fait de leur nature rigoureuse et exhaustive, toute décision relative aux mesures les plus appropriées requière un examen approfondi de ces deux documents. Des délais contraignants ont empêché le Comité de procéder à un tel examen et ont rendu préférable d'entreprendre cette activité lors de sa 14<sup>e</sup> Réunion, sur la base d'une version actualisée de la Synthèse analytique et du document relatif à l'État d'avancement général, en impliquant les composantes du PAM, s'il y a lieu.

24. Sur la base de la discussion générale tenue, le Comité de respect des obligations est convenu de ce qui suit :

### **Conclusions et recommandations**

**a. inclure dans le Programme de travail du Comité de respect des obligations pour l'exercice biennal 2018 - 2019 l'activité suivante : « Examen, en étroite collaboration avec les composantes du PAM, des difficultés éventuelles dans l'interprétation des dispositions de la Convention de Barcelone et de ses Protocoles, pour examen à la réunion des Parties contractantes, en tenant compte des résultats de l'État d'avancement général de la mise en œuvre de la Convention de Barcelone et de ses Protocoles » ;**

**b. confier au Secrétariat l'actualisation de la synthèse analytique (UNEP(DEPI)/MED CC.13/7) et du document relatif à l'État d'avancement général (UNEP(DEPI)/MED WG.443/Inf.11) pour examen et mesures à prendre par la 14<sup>e</sup> Réunion du Comité de respect des obligations ;**

**c. demander au Secrétariat de contacter les composantes du PAM afin d'obtenir toute clarification requise, notamment en ce qui concerne l'analyse technique des informations soumises dans les rapports nationaux de mise en œuvre, et de fournir les informations pertinentes, le cas échéant.**

**Point 5 de l'ordre du jour : Critères et procédure de recevabilité selon le paragraphe 23bis des Procédures et mécanismes de conformité en vertu de la Convention de Barcelone et de ses Protocoles**

25. Orr Karassin a présenté en détails le document UNEP (DEPI)/MED CC.13/8, qui définit les critères de recevabilité et la procédure en vertu du paragraphe 23 des Procédures et mécanismes de respect des obligations. Ce document visait à faciliter le traitement par le Comité de respect des obligations de « toute autre information pertinente » qui lui est transmise, conformément au paragraphe 23.bis des Procédures et mécanismes de respect des obligations.

26. Suite aux conclusions et aux recommandations de la 12<sup>e</sup> Réunion du Comité de respect des obligations, ce document a été conjointement préparé par Orr Karassin et le Secrétariat. Il poursuit les travaux visés par l'activité dix du Programme de travail du Comité de respect des obligations pour l'exercice biennal 2016 - 2017 (CdP 19, Décision IG. 22/15) : « Suivi du recensement des critères pour la recevabilité des sources d'informations pertinentes (article 23.bis de la Décision IG. 17/2 lié au pouvoir d'initiative du Comité de respect des obligations) ».

27. Au cours de la discussion qui a suivi, les points ci-après ont été soulevés :

*Considérations générales*

- a. la réunion a accueilli favorablement le document qui offre une approche progressive clairement structurée visant à faciliter la circulation des informations fournies au Comité de respect des obligations par le grand public et les observateurs en vertu du paragraphe 23.bis des Procédures et mécanismes de respect des obligations ;
- b. le cadre énoncé dans le document facilite pour le grand public et les observateurs, tels que définis par le Règlement intérieur du Comité de respect des obligations, la communication au Comité de leurs préoccupations eu égard au respect par une Partie des obligations de la Convention de Barcelone et de ses Protocoles en vertu du paragraphe 23.bis des Procédures et mécanismes de respect des obligations ;
- c. les critères de recevabilité et la procédure présentés dans le document donnent au Comité de respect des obligations un moyen efficace et rationnel de traiter les communications provenant du grand public et des observateurs, ce qui permet d'accroître la participation du public et d'améliorer l'accès aux informations, sans surcharger l'agenda du Comité ;
- d. le document lui-même n'est pas contraignant et il offre au Comité de respect des obligations un outil interne qu'il peut utiliser à sa convenance pour traiter les informations provenant du grand public et des observateurs en vertu du paragraphe 23.bis des Procédures et mécanismes de respect des obligations. Dans ce contexte, ouvrir une procédure visant à réviser les Procédure et mécanismes de respect des obligations et le Règlement intérieur du Comité de respect des obligations associé n'est pas souhaitable ;
- e. le *mode opératoire* décrit dans ce document s'inspire de mécanismes similaires qui ont été mis en place par d'autres accords multilatéraux sur l'environnement (MEA), tels que la Commission économique des Nations unies pour l'Europe (CEE-ONU), y compris la Convention d'Aarhus relative à l'accès à l'information, à la participation du public au processus décisionnel et à l'accès à la justice en matière d'environnement ;

*Considérations particulières*

- f. eu égard à la forme des communications visées par les paragraphes 11 à 13 du document, différentes opinions ont été exprimées. Selon certains membres du Comité, une approche plus souple pourrait être adoptée en veillant, notamment, à ne pas limiter la longueur des communications et à ne pas intégrer en tant qu'exigence minimale pour les auteurs une indication selon laquelle des recours nationaux ou internationaux ont ou non été employés ;
- g. selon d'autres membres du Comité, les paragraphes 11 à 13, tels qu'ils sont formulés, trouvent un juste équilibre entre le fait de faciliter pour le public et les observateurs la saisine du



Comité de respect des obligations et la nécessité de ne pas surcharger l'agenda du Comité par un déluge de cas. En particulier, ces membres ont mentionné la valeur de l'indication selon laquelle des recours nationaux ou internationaux ont été employés afin d'éviter tout éventuel conflit entre les travaux du Comité de respect des obligations et les procédures nationales ou internationales en cours ;

- h. d'autres points, tels que la nécessité de préserver l'anonymat de l'auteur, s'il en fait la demande, ainsi que le rôle du rapporteur devraient également être traités ;
- i. le langage employé doit être réexaminé. Le document devrait être rédigé en langage courant afin d'informer de manière simple le grand public et les observateurs. Lorsque cela est réalisable et opportun, la version actuelle devrait être perfectionnée par l'emploi d'un langage clair et simple, afin d'en améliorer la lisibilité ;
- j. en outre, le titre du document devrait être ajusté en ce sens « Critères de recevabilité des sources d'informations pertinentes et procédure en vertu du paragraphe 23.bis des Procédures et mécanismes de respect des obligations dans le cadre de la Convention de Barcelone et de ses Protocoles » afin de mieux refléter le fait qu'il s'agit d'une réalisation visée par l'activité 7 du Programme de travail du Comité de respect des obligations pour l'exercice biennal 2016 - 2017 (CdP 19, Décision IG. 22/15) ;
- k. le document devrait être revisité à la lumière de la discussion afin de parvenir à une conclusion commune, y compris en ce qui a trait à la façon la plus appropriée de le présenter à la CdP 20.

28. Afin de faciliter et de poursuivre la réalisation des travaux, le Membre du Comité de respect des obligations, Larbi Sbai, a révisé le document de réunion UNEP (DEPI)/MED CC.13/8 à la lumière de la discussion ci-dessus. Cette version révisée a offert une base aux intenses délibérations qui ont conduit à une version consensuelle du document pour la CdP 20.

29. Suite à la discussion tenue, le Comité de respect des obligations :

#### **Conclusions et recommandations**

**a. a approuvé les Critères de recevabilité des sources d'informations pertinentes et la Procédure au titre du paragraphe 23.bis des Procédures et mécanismes de respect des obligations dans le cadre de la Convention de Barcelone et de ses Protocoles, tels que présentés en Annexe III du présent rapport. Les Critères de recevabilité devraient être annexés au Rapport d'activité du Comité de respect des obligations pour l'exercice biennal 2016-2017, tel que présenté en Annexe V du présent rapport, afin qu'il en soit pris note lors de la CdP 20 ;**

**b. est convenu que les Critères de recevabilité devraient être disponibles sur le site Internet du PAM, dans la section réservée au Comité de respect des obligations, afin d'en garantir l'accès par le grand public et les composantes du PAM.**

30. Le Comité de respect des obligations a pris note de la communication d'Ecologistas en Acción de la Región Murciana, Espagne, eu égard à la mise en œuvre par l'Espagne du Protocole relatif aux Aires spécialement protégées et à la diversité biologique dans la Méditerranée.

31. Le Comité a approuvé la mise en œuvre des mesures suivantes :

#### **Conclusions et recommandations**

**a. demander au Secrétariat, au nom du Comité de respect des obligations, de saisir Ecologistas en Acción de la Región Murciana, Espagne, afin de l'inviter à fournir une traduction et un résumé de sa communication, de douze pages au maximum, en anglais ou en français ;**

**b. conformément aux Critères de recevabilité des sources d'informations pertinentes et procédure en vertu du paragraphe 23.bis des Procédures et mécanismes de respect des obligations, désigner Orr Karassin en tant que Rapporteur chargé du dossier afin de présenter une synthèse pour examen lors de la 14<sup>e</sup> Réunion du Comité de respect des obligations.**

**Point 6 de l'ordre du jour :    **Projet de lignes directrices pour l'évaluation préliminaire des rapports présentés en vertu de l'article 26 de la Convention de Barcelone et les articles de ses Protocoles****

32.    Le Secrétariat a présenté le document UNEP(DEPI)/MED CC.13/9, qui synthétise les résultats de l'essai du projet de Lignes directrices pour l'évaluation préliminaire des rapports en vue de déceler des situations réelles ou potentielles de non-respect des obligations. L'exercice d'essai a été conduit en intersession, à la suite de la 12<sup>e</sup> Réunion du Comité de respect des obligations, qui a approuvé avec ses membres des dispositions pour tester les Lignes directrices par rapport à trois rapports nationaux de mise en œuvre. Les essais réalisés ont été présentés dans les documents UNEP(DEPI)/MED CC.13/Inf.5 et UNEP(DEPI)/MED CC.13/Inf.5 Annexe 1

33.    La réunion a souligné qu'il était essentiel de définir des critères applicables à l'évaluation du respect des obligations pour permettre au Comité de respect des obligations de s'acquitter de son mandat en toute objectivité. L'analyse des résultats de cet exercice d'essai devrait être prise en compte dans le cadre des futurs travaux conduits dans ce sens. Cette analyse implique un examen approfondi des résultats de l'exercice d'essai, qui, du fait des contraintes de temps, n'a pas pu être réalisé par le Comité. À la lumière de ce qui précède, le Comité de respect des obligations est convenu de ce qui suit :

**Conclusions et recommandations**

**a. inclure dans le Programme de travail du Comité de respect des obligations pour l'exercice biennal 2018 - 2019 l'activité suivante : « Dans le cadre du projet de Lignes directrices pour l'évaluation préliminaire des rapports afin de déceler les cas réels ou potentiels de non-respect des obligations, élaborer un ensemble de critères pour évaluer la conformité » ;**

**b. analyser les résultats de l'essai du projet de Lignes directrices pour l'évaluation préliminaire des rapports afin de déceler des cas réels ou potentiels de non-respect des obligations tels que présentés dans les documents UNEP(DEPI)/MED CC.13/9, UNEP(DEPI)/MED CC.13/Inf.5 et UNEP(DEPI)/MED CC.13/Inf.5 Annexe 1, lors de sa 14<sup>e</sup> réunion.**

**Point 7 de l'ordre du jour :    **Projet de rapport d'activités du Comité de conformité pour l'exercice biennal 2016 – 2017****

34.    Le Secrétariat a présenté le document UNEP(DEPI)/MED CC.13/10, qui comportait un projet de Rapport d'activité du Comité de respect des obligations pour l'exercice biennal 2016-2017. Le projet de Rapport d'activité exposait les produits livrables issus de la 12<sup>e</sup> réunion du Comité de respect des obligations pour chaque activité du Programme de travail du Comité de respect des obligations pour l'exercice biennal 2016 - 2017. Ce projet a été préparé par le Secrétariat et la Présidente du Comité de respect des obligations, Milena Batakovic, tandis que le Comité passait en revue son Ordre du jour. Le Comité de respect des obligations a ainsi bénéficié d'une version révisée du projet de Rapport d'activité, en ce compris le Programme de travail du Comité de respect des obligations pour l'exercice biennal 2018-2019, à la fin de la réunion, en vue de sa finalisation pour la CdP 20.

35.    Le Secrétariat a présenté le projet de Décision IG. 23/2 relatif aux Résultats du Programme de travail du Comité de respect des obligations pour l'exercice biennal 2016 - 2017. Ce projet de Décision a été examiné lors de la Réunion des Points focaux du PAM (Athènes, Grèce, 12-15 septembre 2017) (UNEP(DEPI)/MED WG.443/5), puis transmis au Comité de respect des obligations. Le Comité a examiné le projet de Décision, et, à la lumière de ses conclusions et recommandations, a produit une version révisée du document en vue de sa finalisation pour la CdP 20.

36.    Le Comité de respect des obligations a approuvé ce qui suit :

### Conclusions et recommandations

- a. le programme de travail du Comité de respect des obligations pour l'exercice biennal 2018 - 2019, tel que présenté en Annexe IV du présent rapport ;
- b. le Rapport d'activité du Comité de respect des obligations pour l'exercice biennal 2016 - 2017, tel que présenté en Annexe V du présent rapport. Le Rapport d'activité devrait inclure en annexe les Critères de recevabilité des sources d'informations pertinentes et la Procédure au titre du paragraphe 23.bis des Procédures et mécanismes de respect des obligations dans le cadre de la Convention de Barcelone et de ses Protocoles, tels que présentés en Annexe III du présent rapport, afin qu'il en soit pris note lors de la CdP 20 ;
- c. le projet de Décision IG. 23/2 Comité de respect des obligations : exercice biennal 2016-2017, tel que présenté en Annexe VI du présent rapport.

### **Point 8 de l'ordre du jour : Élection du président pour l'exercice biennal 2018 - 2019**

37. Le Secrétariat a noté que la Présidente du Comité de respect des obligations, Milena Batakovic, ainsi que les deux Vice-présidents du Comité de respect des obligations, José Juste Ruiz et Samira Hamidi ont été élus par la 12<sup>e</sup> Réunion du Comité de respect des obligations pour l'exercice biennal 2016-2017, qui arrive à son terme avec la CdP 20. Afin de garantir la continuité des travaux du Comité de respect des obligations, et sous réserve qu'ils restent membres du Comité après la CdP 20, le Comité a élu pour l'exercice biennal 2018-2019 :

### Conclusions et recommandations

- Milena Batakovic (Groupe III) au poste de Présidente du Comité de respect des obligations ;
- José Juste Ruiz (Groupe II) au poste de Vice-président du Comité de respect des obligations, et
- Samira Hamidi (Groupe I) au poste de Vice-présidente du Comité de respect des obligations.

### **Point 9 de l'ordre du jour : Autres sujets**

38. Dans le cadre de ce point de l'ordre du jour, Nicos Georgiades a fait référence au document UNEP(DEPI)/MED CC.13/11, qui présentait une proposition visant à modifier les Procédures et mécanismes de respect des obligations dans le cadre de la Convention de Barcelone et de ses Protocoles. Le manque de temps a empêché Nicos Georgiades de présenter sa proposition, notamment la logique sur laquelle se fondent les modifications proposées, incorporées sous la forme de « commentaires » dans sa proposition initiale. Dans ce contexte, et afin d'examiner la proposition en profondeur, le Comité a suggéré de l'examiner lors de sa prochaine réunion dans le cadre d'un point de l'ordre du jour spécifiquement consacré à la modification des Procédures et mécanismes de respect des obligations. Ce point devrait être reflété dans le Programme de travail du Comité de respect des obligations pour l'exercice biennal 2018 - 2019.

39. Le Comité de conformité est convenu de ce qui suit :

### Conclusions et recommandations

- a. inclure à l'ordre du jour de la 14<sup>e</sup> Réunion du Comité de respect des obligations le point « Modification des Procédures et mécanismes de respect des obligations dans le cadre de la Convention de Barcelone et de ses Protocoles » et examiner dans le cadre de ce point spécifique une version révisée du document UNEP(DEPI)/MED CC.13/11, incluant la logique appuyant les modifications proposées ;
- b. inclure dans le Programme de travail du Comité de respect des obligations pour l'exercice biennal 2018-2019 l'activité suivante : « Examiner les propositions visant à modifier les

**Procédures et mécanismes de respect des obligations dans le cadre de la Convention de Barcelone et de ses Protocoles ».**

**Point 10 de l'ordre du jour : Lieu, dates et durée de la 14<sup>e</sup> réunion du Comité de conformité**

40. En tenant compte de son Programme de travail pour l'exercice biennal 2018 - 2019, le Comité de respect des obligations a discuté du lieu, de la date et de la durée de sa prochaine réunion. Le deuxième trimestre 2017 (mai ou juin) a été considéré comme une échéance réalisable, avant laquelle les dates exactes auront été déterminées en intersession et l'identité des nouveaux membres du Comité aura été dévoilée.

41. En outre, prenant acte de sa charge de travail croissante, le Comité de respect des obligations a discuté de la possibilité d'organiser des réunions d'une durée de 3 jours, sous réserve des exigences relatives à la charge de travail et de la disponibilité des fonds nécessaires. Dans ce contexte, le Comité de respect des obligations a approuvé de transmettre la recommandation suivante à la CdP 20 dans le cadre du Rapport d'activité du Comité pour l'exercice biennal 2016-2017, tel que présenté en Annexe V du présent rapport :

**Conclusions et recommandations**

**Compte tenu de l'intensité du programme de travail et des longues heures consacrées par les membres du Comité lors de ses réunions et entre les sessions, le Comité de respect des obligations souligne la nécessité d'allouer un temps supplémentaire à ses réunions.**

**Point 11 de l'ordre du jour : Clôture de la réunion**

42. Le Comité de respect des obligations a exprimé sa reconnaissance chaleureuse à Selma Cengic, Nicos Georgiades et Larbi Sbai pour leur excellent travail au sein du Comité. Leur contribution aux travaux du Comité de respect des obligations depuis sa création a été essentielle au renforcement constant de son rôle et, par conséquent, à celui de la gouvernance de la Convention de Barcelone et du système PAM. Le Comité de respect des obligations leur souhaite à tous une pleine réussite dans leurs futures entreprises.

43. La Réunion a été clôturée par la Présidente du Comité de respect des obligations, Milena Batakovic, à 17h30 le 27 septembre 2017.

**Annexe I**

**Liste des participants**

**List of Participants / Liste des participants**

<b>Members / Membres titulaires</b>	<b>Alternate Members / Membres suppléants</b>
<p><b>Ms. CATO Odeta</b> National Project Manager UNDP Abequir Luga, Tirana Tirana, Albania Email: odeta.cato@undp.org</p>	<p><b>Ms. BATAKOVIC Milena</b> Senior adviser Department for nature protection, monitoring, analysis and reporting Environmental Protection Agency of Montenegro Podgorica, Montenegro Tel: +382 2061 8256 Email: milena.batakovic@epa.org.me</p>
<p><b>Ms. CENGIC Selma</b> Executive Director Hydro-Engineering Institute Sarajevo, Bosnia and Herzegovina Tel: +387 3320 7949 Email: selma.cengic@heis.ba</p>	<p><b>Mr. BRILLET Bernard</b> Inspecteur général de l'administration du développement durable honoraire Paris, France Tel: +336 2372 0515 Email: bernard.brillet@developpement- durable.gouv.fr</p>
<p><b>Mr. GEORGIADES Nicos</b> Environmental Adviser Nicosia, Cyprus Tel: +357 9947 9028 Email: nicosgeorgiades@cytanet.com.cy</p>	<p><b>Ms. HAMIDI Samira</b> Inspectrice Centrale de l'Environnement Ministère des Ressources en Eau et de l'Environnement Direction Générale de l'Environnement et du Développement Durable Algiers, Algeria Tel: +213 0 2143 2847 Mob: +213 5 5901 3340; +213 5 5091 9596 Email: natechesamira@yahoo.fr</p>
<p><b>Mr. JUSTE RUIZ José</b> Catedrático de Derecho Internacional Universidad de Valencia Valencia, Spain Tel: +34963828553 Mob: +34606985454 Email: jose.juste@uv.es</p>	<p><b>Ms. KARASSIN Orr</b> Head of Public Law Program the Department of Sociology and Political Science- the Open University of Israel Rannana, Israel Tel: +972 9778 0698 Mob: +9725 4422 9181 Email: karassin@gmail.com, karassin@openu.ac.il</p>
<p><b>M. SBAI Larbi</b> Conseiller du Secrétaire Général Département de la Pêche Maritime Ave. Belhassan El Ouazzani Rabat, Morocco Tel : +2125 3768 8260 Mob : +2126 6189 5656 Email : sbai@mpm.gov.ma</p>	
<p><b>Ms. TURPanci Aysin</b> Legal Expert Ankara, Turkey Tel: +9 050 5432 0961 Fax: +9 0312 418 7386</p>	

Email: aysin.turpanci@csb.gov.tr; aysinturpanci@gmail.com	
<b>Mr. ZAKI Joseph Edward Mekhael</b> Advisor to the minister of communication and information technology for legal affairs & economical Cairo, Egypt Tel: +2010 0140 7774 Email: sb_joseph@hotmail.co.uk; sb_Joseph@hotmail.com	

**SECRETARIAT TO THE BARCELONA CONVENTION  
COORDINATING UNIT OF THE MEDITERRANEAN ACTION PLAN**

**Ms. Tatjana Hema**

Deputy Coordinator

Tel: +3021 0727 3115

Email: [tatjana.hema@unep.org](mailto:tatjana.hema@unep.org)

**Ms. Luisa Rodriguez-Lucas**

Legal Officer

Tel: +3021 0727 3142

Email: [luisa.rodriquez-lucas@unep.org](mailto:luisa.rodriquez-lucas@unep.org)



**Annexe II**

**Ordre du jour provisoire**

### **Ordre du jour provisoire**

- Point 1 de l'ordre du jour :** Ouverture de la réunion
- Point 2 de l'ordre du jour :** Adoption de l'ordre du jour et organisation des travaux
- Point 3 de l'ordre du jour :** Suivi de la mise en œuvre des décisions IG.22/15 et IG.22/16 de la 19<sup>e</sup> réunion des Parties contractantes (CdP19)
- Point 4 de l'ordre du jour :** Évaluation des rapports nationaux de mise en œuvre suivant la section IV des Procédures et mécanismes de conformité
- Point 5 de l'ordre du jour :** Critères et procédure de recevabilité selon le paragraphe 23bis des Procédures et mécanismes de conformité en vertu de la Convention de Barcelone et de ses Protocoles
- Point 6 de l'ordre du jour :** Projet de lignes directrices pour l'évaluation préliminaire des rapports présentés en vertu de l'article 26 de la Convention de Barcelone et les articles de ses Protocoles
- Point 7 de l'ordre du jour :** Projet de rapport d'activités du Comité de conformité pour l'exercice biennal 2016 - 2017
- Point 8 de l'ordre du jour :** Élection du président pour l'exercice biennal 2018 - 2019
- Point 9 de l'ordre du jour :** Autres sujets
- Point 10 de l'ordre du jour :** Lieu, dates et durée de la 14<sup>e</sup> réunion du Comité de conformité
- Point 11 de l'ordre du jour :** Clôture de la réunion

### **Annexe III**

**Critères de recevabilité des sources pertinentes d'information et procédure au titre  
du paragraphe 23.bis des Procédures et mécanismes de respect des obligations de la  
Convention de Barcelone et de ses Protocoles**

**Critères de recevabilité des sources pertinentes d'information et procédure au titre du paragraphe 23.bis des Procédures et mécanismes de respect des obligations de la Convention de Barcelone et de ses Protocoles**

1. Par la Décision IG.21/1, la 18<sup>e</sup> réunion des Parties contractantes (COP 18) (Istanbul, Turquie, 3-6 décembre 2013) a amendé les Procédures et mécanismes de respect des obligations relatifs à la Convention de Barcelone et à ses Protocoles (Décision IG. 17/2, dans sa version amendée) en incluant un nouveau paragraphe 23.bis en vertu duquel :

« Le Comité peut examiner, sur la base des rapports d'activités biennaux ou à la lumière de toutes autres informations, les difficultés rencontrées par une Partie contractante dans la mise en œuvre de la Convention et de ses Protocoles. Le Comité peut demander à la Partie concernée de lui fournir toutes informations complémentaires, la Partie concernée disposant d'un délai de deux mois pour répondre.

Les paragraphes 24 à 30 et 32 à 34 s'appliquent, *mutatis mutandis*, en cas de référé au Comité, de sa propre initiative ».

2. *Sources de communications.* L'expression « toutes autres informations » au paragraphe 23.bis des Procédures et mécanismes de respect des obligations doit être de nature suffisamment exhaustive pour couvrir toutes les sources d'information.

3. S'agissant du grand public et des observateurs, tout membre du grand public et tout observateur, tels que définis à la Règle 3.12<sup>1</sup> et à la Règle 3.14<sup>2</sup> du Règlement intérieur du Comité de respect des obligations (Décision IG. 19/1, dans sa version amendée), respectivement, peuvent soumettre une communication au Comité de respect des obligations dans le contexte du paragraphe 23.bis des Procédures et mécanismes de respect des obligations.

4. *Formes de communication.* Les communications adressées au Comité de respect des obligations doivent être présentées par écrit ou sous forme électronique, par l'intermédiaire du Secrétariat, et être aussi concises et concrètes que possible. Il est préférable que les communications ne dépassent pas douze pages au total. Les moyens visuels sont également les bienvenus.

5. Les exigences minimales suivantes doivent être incluses dans toute communication adressée au Comité de respect des obligations :

- (a) nom et coordonnées de l'auteur de la communication, qu'il s'agisse d'une personne physique ou morale, la communication devant être signée et accompagnée d'un exposé sommaire de l'objet de la communication. Le Comité de respect des obligations ne considérera aucune soumission anonyme, mais il respectera en revanche toute demande de confidentialité de la part de l'auteur d'une communication ;
- (b) identification claire de la ou des Partie(s) concernée(s) ;
- (c) il est recommandé de fournir une synthèse d'une à deux pages résumant les principaux faits de l'affaire en question ;
- (d) un document exposant les faits de la situation de non-respect alléguée et stipulant clairement en quoi les faits présentés constituent un cas de non-respect des obligations de la Convention de Barcelone et/ou de ses Protocoles ;

---

<sup>1</sup> Article 3.12 du Règlement intérieur du Comité de respect des obligations entend par "le public" une ou plusieurs personnes physiques ou morales et, conformément à la législation ou à la pratique nationales, leurs associations, organisations ou groupes.

<sup>2</sup> Article 3.14 du Règlement intérieur du Comité de respect des obligations entend par "observateurs" les organisations visées à l'article 20 de la Convention ainsi que celles inscrites sur la liste des partenaires du PAM, telle qu'approuvée par la réunion des Parties contractantes. Article 20.1 "Observateurs" de la Convention de Barcelone : "Les Parties contractantes peuvent décider d'admettre en qualité d'observateur à leurs réunions et conférences :

- (a) Tout État non Partie contractante à la Convention;
- (b) Toute organisation internationale gouvernementale ou toute organisation non gouvernementale dont les activités ont un rapport avec la Convention.

- (e) des précisions indiquant si des mesures ont ou non été prises dans le but d'employer les voies de recours disponibles au niveau national et/ou international.
6. Une traduction dans une autre langue de travail du Comité de respect des obligations sera fournie par le Secrétariat, dans la limite de douze pages, conformément aux modalités exposées ci-dessus.
7. *Envoi des communications* : les communications doivent être adressées au Comité de respect des obligations par l'intermédiaire de l'unité de coordination du PNUE/PAM. Les communications ne doivent pas être adressées à des membres individuels du Comité de respect des obligations ou à son Président.
8. *Traitement des communications* : le Secrétariat confirmera la réception de toute communication et la fera parvenir à la Partie concernée ainsi qu'au Comité dans un délai de deux semaines à compter de sa réception, en stipulant que, à ce stade, celle-ci n'a pas été jugée comme étant recevable par le Comité de respect des obligations.
9. Les communications transmises par le Secrétariat seront examinées lors de la prochaine réunion du Comité qui rendra une décision préliminaire quant à leur recevabilité.
10. *Critères de recevabilité* : le Comité de respect des obligations examinera la recevabilité des communications qui lui sont adressées. À ces fins, le Président du Comité de respect des obligations, en consultation avec le Comité, nommera parmi ses membres un Rapporteur pour chaque communication.
11. *Détermination de la recevabilité* : le Comité de respect des obligations, suite à une brève introduction du Rapporteur désigné, délibèrera afin de déterminer la recevabilité de chaque communication.
12. Afin d'en déterminer la recevabilité, le Comité de respect des obligations examinera si une communication est :
- (a) anonyme ;
  - (b) *de minimis* ;
  - (c) manifestement mal fondée
13. En outre, le Comité de respect des obligations examinera si les recours nationaux ont été épuisés.
14. Si le Comité de respect des obligations détermine que la communication est irrecevable, celui-ci en informera son auteur ainsi que la Partie concernée, par l'intermédiaire du Secrétariat.
15. Si le Comité de respect des obligations détermine que la communication est recevable, celui-ci en informera son auteur ainsi que la Partie concernée, par l'intermédiaire du Secrétariat.
16. Le Comité de respect des obligations, après avoir rendu une décision favorable quant à la recevabilité d'une communication, présentera les éventuelles questions soulevées auprès de la Partie concernée en lui faisant parvenir la communication. Ces questions seront transmises à la Partie concernée au moyen d'une lettre rédigée par le Secrétariat, accompagnée d'une confirmation de la décision de recevabilité préliminaire.
17. Le Comité de respect des obligations peut également adresser à l'auteur d'une communication toute éventuelle question qu'il estime nécessaire pour clarifier les faits visés par cette communication. Ces questions seront transmises à l'auteur de la communication au moyen d'une lettre rédigée par le Secrétariat et accompagnée d'une confirmation de la décision de recevabilité préliminaire.
18. La Partie concernée doit, dans les meilleurs délais et au plus tard dans un délai de deux mois à compter de la réception de la lettre du Secrétariat, soumettre des explications ou des déclarations écrites eu égard aux faits en question.

19. Si la Partie concernée conteste la recevabilité de la communication, le Comité de respect des obligations examinera cette contestation et l'auteur de la communication aura la possibilité de formuler des commentaires et/ou d'apporter des informations complémentaires.

20. Si le Comité de respect des obligations confirme la recevabilité de la communication, il procédera à l'examen de son fondement. Dans le cas contraire, le Comité de respect des obligations annulera sa décision préliminaire. La non-recevabilité de la communication par le Comité est une décision finale. Le Comité de respect des obligations informera la Partie concernée et l'auteur de la communication par l'intermédiaire du Secrétariat.

21. Le Comité de respect des obligations débute une discussion formelle eu égard à chaque communication spécifique soit lors de la première réunion suivant la réception d'une réponse à la communication de la part de la Partie concernée, soit dans un délai de deux mois si aucune réponse n'a été reçue d'ici-là.

22. Lorsque le Comité de respect de la conformité doit procéder à l'examen du fond de toute communication à l'occasion d'une réunion particulière, le Secrétariat en informera la Partie concernée et l'auteur de la communication en stipulant que la communication sera examinée en appliquant *mutatis mutandis* les procédures établies aux paragraphes 24 à 30 des Procédures et mécanismes de respect des obligations<sup>3</sup>.

---

<sup>3</sup> Article 23.bis *in fine* des Procédures et mécanismes de respect des obligations prévoit que: "Les paragraphes 24 à 30 [Procédures] et 32 à 34 [Mesures] s'appliquent, *mutatis mutandis*, dans le cas d'une initiative du Comité. "

**Annexe IV**

**Programme de travail du Comité de respect des obligations pour l'exercice biennal 2018-2019**

<b>Programme de travail du Comité de respect des obligations pour l'exercice biennal 2018-2019</b>		
<b>Activité</b>	<b>Entité responsable</b>	<b>Calendrier de réalisation</b>
<b>Soumissions spécifiques au titre de la Section V des Procédures et mécanismes de respect des obligations de la Convention de Barcelone et de ses Protocoles</b>		
1. Considérer toute soumission et/ou toute saisine conformément à la Section V des Procédures et mécanismes de respect des obligations	Comité de respect des obligations	14 <sup>e</sup> et 15 <sup>e</sup> réunions du Comité de respect des obligations
<b>Questions générales de non-respect des obligations et de mise en œuvre de la Convention de Barcelone et de ses Protocoles</b>		
2. Évaluer les situations spécifiques réelles ou potentielles de non-respect par les Parties individuelles conformément à la Section IV, paragraphe 17(a), des Procédures et mécanismes de respect des obligations	Comité de respect des obligations	14 <sup>e</sup> et 15 <sup>e</sup> réunions du Comité de respect des obligations
3. Sur demande de la Réunion des Parties contractantes, évaluer les questions générales de non-respect conformément à la Section IV, paragraphe 17(b), des Procédures et mécanismes de respect des obligations	Comité de respect des obligations	14 <sup>e</sup> et 15 <sup>e</sup> réunions du Comité de respect des obligations
4. Évaluer toute autre question sur demande de la Réunion des Parties contractantes, conformément à la Section IV, paragraphe 17(c), des Procédures et mécanismes de respect des obligations	Comité de respect des obligations	14 <sup>e</sup> et 15 <sup>e</sup> réunions du Comité de respect des obligations
5. Dans le cadre du formulaire de rapport révisé, analyser la nature juridique des principales obligations des décisions thématiques de la COP aux fins de l'évaluation du respect des obligations	Comité de respect des obligations	14 <sup>e</sup> et 15 <sup>e</sup> réunions du Comité de respect des obligations
6. Dans le contexte du projet de lignes directrices pour l'évaluation préliminaire des rapports afin de déceler des situations réelles ou potentielles de non-respect des obligations, définir un ensemble de critères pour l'évaluation du respect des obligations	Comité de respect des obligations	14 <sup>e</sup> et 15 <sup>e</sup> réunions du Comité de respect des obligations
7. Élaborer une note explicative pour le format de rapport révisé de la Convention de Barcelone et de ses Protocoles (sujette à l'adoption du nouveau format par la COP 20)	Comité de respect des obligations	14 <sup>e</sup> et 15 <sup>e</sup> réunions du Comité de respect des obligations
8. Poursuivre les travaux visant à améliorer l'efficacité des Procédures et mécanismes de respect des obligations en insistant notamment sur les activités d'information	Comité de respect des obligations	14 <sup>e</sup> et 15 <sup>e</sup> réunions du Comité de respect des obligations
9. Examiner, en étroite coordination avec les composantes du PAM, les difficultés possibles d'interprétation des dispositions de la Convention de Barcelone et de ses Protocoles, pour analyse lors de la Réunion des Parties contractantes, en tenant compte des résultats de l'État d'avancement général de la mise en œuvre de la Convention de Barcelone et de ses Protocoles	Comité de respect des obligations	14 <sup>e</sup> et 15 <sup>e</sup> réunions du Comité de respect des obligations
10. Examiner les propositions visant à modifier les Procédures et mécanismes de respect des obligations de la Convention de Barcelone et de ses Protocoles	Comité de respect des obligations	14 <sup>e</sup> et 15 <sup>e</sup> réunions du Comité de respect des obligations



**Annexe V**

**Rapport d'activité du Comité de respect des obligations pour l'exercice biennal 2016-2017**

## Rapport d'activité du Comité de respect des obligations pour l'exercice biennal 2016-2017

### Section 1: Introduction

1. Le rôle et le fonctionnement du Comité de respect des obligations sont régis par la Décision IG.17/2 relative aux Procédures et mécanismes de respect des obligations de la Convention de Barcelone et de ses Protocoles, telle qu'amendée par les Décisions IG. 20/1 et IG. 21/1, et par la Décision IG. 19/1 sur le Règlement intérieur du Comité de respect des obligations, telle qu'amendée par la Décision IG. 21/1.
2. Le Comité de respect des obligations s'est réuni à deux reprises durant l'exercice biennal 2016-2017. Ses 12<sup>e</sup> et 13<sup>e</sup> réunions ont eu lieu les 24-25 janvier 2017 et les 26-27 septembre 2017, respectivement, à Athènes, en Grèce, dans les locaux de l'unité de coordination du Programme des Nations Unies pour l'Environnement/Plan d'action pour la Méditerranée (PNUE/PAM).
3. Lors de sa 12<sup>e</sup> réunion, conformément au Paragraphe 10 des Procédures et mécanismes de respect des obligations et à la Règle 6 du Règlement intérieur du Comité de respect des obligations, le Comité a élu pour l'exercice biennal 2016-2017 : (1) Milena Batakovic (Groupe III) au poste de Présidente du Comité de respect des obligations ; (2) José Juste-Ruiz (Groupe II) au poste de Vice-président du Comité de respect des obligations, et (3) Samira Hamidi (Groupe I) au poste de Vice-présidente du Comité de respect des obligations.
4. La 13<sup>e</sup> réunion du Comité de respect des obligations a élu ces mêmes personnes aux mêmes postes pour l'exercice biennal 2018-2019, sous réserve qu'elles restent membres du Comité de respect des obligations après la 20<sup>e</sup> Réunion des Parties contractantes (COP 20) (Tirana, Albanie, 17-20 décembre 2017).
5. Les paragraphes ci-après soulignent les principaux points et produits livrables abordés lors des 12<sup>e</sup> et 13<sup>e</sup> réunions du Comité de respect des obligations au regard de chacune des activités du programme de travail du Comité pour l'exercice biennal 2016-2017 (COP 19, Décision IG. 22/15).

### Section 2 : Questions générales de respect des obligations et de mise en œuvre de la Convention de Barcelone et de ses Protocoles.

*Programme de travail 2016-2017, Activité 9: « Élaboration d'une note explicative pour le formulaire de rapport révisé de la Convention de Barcelone et de ses Protocoles »*

#### *Projet de formulaire de rapport révisé*

6. Lors de sa 12<sup>e</sup> réunion, le Comité de respect des obligations a examiné un projet de formulaire de rapport révisé pour la mise en œuvre de la Convention de Barcelone et de ses Protocoles. Ce projet a été élaboré par le Secrétariat en étroite collaboration avec les composantes du PAM suite aux Décisions 22/16 et 22/20 de la COP 19, selon lesquelles la Réunion des Parties contractantes exigeait un projet simplifié et pratique de formulaire de rapport pour la Convention de Barcelone et ses Protocoles.
7. Le formulaire de rapport révisé a soulevé différentes questions, notamment la possibilité de simplifier les sections quantitatives du formulaire, l'importance d'offrir aux Parties contractantes suffisamment d'espace pour expliquer les difficultés et les défis rencontrés dans le cadre de la mise en œuvre de la Convention de Barcelone et de ses Protocoles et la nécessité de faire une distinction entre les déclarations obligatoires et les déclarations facultatives lors de l'évaluation du respect des obligations.
8. Sur la base des discussions qui ont eu lieu, et en gardant à l'esprit le test planifié du formulaire de rapport révisé au sein des points focaux du PAM, des dispositions ont été prises pour que le Comité de respect des obligations formule des commentaires entre les sessions. Par conséquent, une nouvelle version affinée du formulaire de rapport révisé a été élaborée pour essai par les points focaux du PAM.

9. Lors de sa 13<sup>e</sup> réunion, dans le cadre de la préparation de son programme de travail pour l'exercice biennal 2018-2019, le Comité de respect des obligations a accepté d'intégrer à ses activités l'élaboration d'une note explicative portant sur le formulaire de rapport révisé de la Convention de Barcelone et de ses Protocoles. Cette activité devrait se poursuivre après l'adoption par la COP 20 du formulaire de rapport révisé pour la mise en œuvre de la Convention de Barcelone et de ses Protocoles.

*Programme de travail 2016-2017, Activité 3: « Examen, conformément aux paragraphes 17 (b) et (c) des Procédures et mécanismes de respect des obligations, des questions générales de non-respect des obligations découlant des rapports soumis par les Parties contractantes pour les périodes 2012-2013 et 2014-2015 »*

*Programme de travail 2016-2017, Activité 10 : « Évaluation, en étroite collaboration avec les composantes du PAM, des éventuelles difficultés d'interprétation des dispositions des Protocoles pour examen lors de la Réunion des Parties contractantes »*

*Projet de lignes directrices pour l'évaluation préliminaire des rapports soumis conformément à l'article 26 de la Convention de Barcelone et aux articles pertinents de ses Protocoles*

10. Lors de sa 12<sup>e</sup> réunion, le Comité de respect des obligations a examiné le projet de lignes directrices pour l'évaluation des rapports afin de déceler les cas réels ou potentiels de non-respect des obligations et a pris des dispositions en vue de tester, entre les sessions, le projet de lignes directrices par rapport à trois rapports nationaux de mise en œuvre pour la période 2014-2015.

11. Les résultats de cet exercice d'essai ont été discutés lors de la 13<sup>e</sup> réunion du Comité de respect des obligations. La nécessité de définir des critères pour évaluer le respect des obligations a été soulignée. Le Comité a noté que les travaux conduits dans ce sens exigeaient un examen approfondi des résultats de l'exercice d'essai et que, du fait des contraintes de temps, il ne serait pas raisonnable de procéder à sa réalisation à ce stade.

12. À la lumière de ce qui précède, le Comité de respect des obligations a accepté d'analyser les résultats de l'essai du projet de lignes directrices pour l'évaluation préliminaire des rapports afin de déceler des cas réels ou potentiels de non-respect des obligations lors de sa 14<sup>e</sup> réunion, et d'inclure dans les activités de son programme de travail pour l'exercice biennal 2018-2019 l'élaboration d'un ensemble de critères applicables à cette évaluation, dans le contexte du projet de lignes directrices.

*Évaluation des rapports nationaux de mise en œuvre conformément à la Section IV des Procédures et mécanismes de respect des obligations*

13. Lors de sa 12<sup>e</sup> réunion, le Comité de respect des obligations a examiné l'analyse de synthèse des informations fournies dans les rapports nationaux de mise en œuvre soumis à la suite de la 11<sup>e</sup> réunion du Comité de respect des obligations pour la période 2012-2013 et a accepté, en prévision de sa prochaine réunion, de charger le Secrétariat de procéder à une analyse des informations soumises par les Parties contractantes pour la période 2014-2015.

14. Lors de sa 13<sup>e</sup> réunion, le Comité de respect des obligations a organisé une discussion générale sur les moyens les plus efficaces de traiter l'analyse de synthèse des informations fournies dans les rapports nationaux de mise en œuvre soumis par les Parties contractantes pour l'exercice biennal 2014-2015, ainsi que l'état d'avancement général de la mise en œuvre de la Convention de Barcelone et de ses Protocoles, qui a été présenté lors de la réunion des points focaux du PAM (Athènes, Grèce, 12-15 septembre 2017) sous la forme du document d'information UNEP(DEPI)/MED WG. 443/Inf.11, avant d'être transmis au Comité.

15. Le Comité de respect des obligations a noté que, du fait de leur nature rigoureuse et exhaustive, ces deux documents exigeaient un examen approfondi. Des délais contraignants ont empêché le Comité de procéder à un tel examen et ont rendu préférable d'entreprendre cette activité lors de sa

prochaine réunion, sur la base d'une version actualisée de l'Analyse de synthèse et de l'État d'avancement général, en impliquant les composantes du PAM, s'il y a lieu.

16. À la lumière de ce qui précède, le Comité de respect des obligations a accepté de demander au Secrétariat de mettre à jour les documents relatifs à l'analyse de synthèse et à l'état d'avancement général en vue de leur soumission à la 14<sup>e</sup> réunion du Comité de respect des obligations pour examen et suite à donner. En outre, si d'autres clarifications s'avèrent nécessaires, notamment en ce qui a trait à l'analyse technique des informations fournies dans les rapports nationaux de mise en œuvre, le Secrétariat contactera les composantes du PAM et fournira les informations requises, le cas échéant.

*Programme de travail 2016-2017, Activité 7 : « Suivi relatif à la définition de critères de recevabilité des sources pertinentes d'information (article 23.bis de la Décision IG. 17/2 lié au pouvoir d'initiative du Comité de respect des obligations) »*

*Critères de recevabilité et procédure au titre du paragraphe 23.bis des Procédures et mécanismes relatifs au respect des obligations de la Convention de Barcelone et de ses Protocoles*

17. Lors de sa 12<sup>e</sup> réunion, le Comité de respect des obligations a examiné des moyens permettant de concrétiser le paragraphe 23.bis des procédures et mécanismes de conformité en vertu duquel le Comité peut examiner, sur la base des rapports d'activités biennaux ou à la lumière de toutes autres informations pertinentes, les difficultés rencontrées par une Partie contractante dans la mise en œuvre de la Convention et de ses Protocoles. Le Comité a pris des dispositions pour poursuivre ces travaux entre les sessions afin d'élaborer un document relatif aux critères de recevabilité applicables à la source et à la qualité des informations.

18. Lors de sa 13<sup>e</sup> réunion, le Comité de respect des obligations a accueilli avec satisfaction et examiné les résultats de ces travaux, présentés sous la forme d'un projet de Critères de recevabilité et de procédure en vertu du paragraphe 23.bis des Procédures et mécanismes de respect des obligations. Le Comité a souligné les principaux points suivants eu égard à ce projet : 1) il offre une approche progressive clairement structurée visant à faciliter la circulation des informations fournies au Comité de respect des obligations par le grand public et les observateurs ; 2) il définit un cadre visant à faciliter la saisine du Comité de respect des obligations par le grand public et les observateurs ; 3) il donne au Comité de respect des obligations un moyen efficace et rationnel de traiter les communications provenant du grand public et des observateurs, ce qui permet d'accroître la participation du grand public et d'améliorer l'accès aux informations, sans surcharger l'agenda du Comité ; 4) il n'est pas contraignant et offre au Comité de respect des obligations un outil interne pour le traitement des communications provenant du grand public et des observateurs dans le cadre du paragraphe 23.bis des Procédures et mécanismes de respect des obligations. Le Comité de respect des obligations a également examiné les moyens les plus appropriés de présenter le projet de Critères de recevabilité et de procédure à la COP 20.

19. Sur la base de délibérations intensives et de travaux conduits durant la réunion en vue de produire une version consensuelle de ce document, le Comité de respect des obligations a approuvé les Critères de recevabilité des sources pertinentes d'information et la procédure en vertu du paragraphe 23.bis des Procédures et mécanismes de respect des obligations de la Convention de Barcelone et de ses Protocoles, tels qu'annexés au présent rapport, afin qu'il en soit pris note lors de la COP 20.

20. Le Comité de respect des obligations a en outre approuvé le fait que les critères de recevabilité devaient être disponibles sur le site Internet du PAM, dans la section « Comité de respect des obligations », afin d'en faciliter l'accès par le grand public et les composantes du PAM.

*Programme de travail 2016-2017, Activité 9 : « Analyse de l'efficacité de l'application des Procédures et mécanismes relatifs au respect de la Convention de Barcelone et de ses Protocoles, en tenant compte des commentaires des Parties sur les conditions de renforcement éventuel du rôle de soutien du Comité »*

*Programme de travail 2016-2017, Activité 6 : « Poursuite de l'examen des propositions visant à renforcer le rôle du Comité dans le cadre de la Convention de Barcelone et de ses Protocoles »*

*Moyens permettant d'accroître l'efficacité des Procédures et mécanismes de respect des obligations*

21. Lors de sa 12<sup>e</sup> réunion, le Comité de respect des obligations a examiné des moyens permettant de renforcer le rôle du Comité. Dans ce contexte, des dispositions ont été prises en vue de recueillir les commentaires des points focaux du PAM au travers d'un questionnaire conçu pour identifier des moyens et méthodes pratiques permettant au Comité de respect des obligations de mieux soutenir les Parties contractantes dans la mise en œuvre de la Convention de Barcelone et de ses Protocoles, et de renforcer ainsi son propre rôle qui consiste à faciliter et promouvoir le respect des obligations.

22. Le Comité de respect des obligations a noté avec déception le faible niveau de réponse, seuls six des vingt-deux points focaux du PAM ayant soumis des commentaires.

23. Dans la discussion qui a suivi, le Comité a par ailleurs noté que les résultats de cet exercice offraient une bonne opportunité de réfléchir à la visibilité du Comité de respect des obligations. Le fait de mieux informer les Parties contractantes et le grand public du rôle et des travaux du Comité de respect des obligations pourrait s'avérer très efficace pour promouvoir et faciliter le respect des obligations.

24. Le Comité de respect des obligations a accepté d'inclure dans les activités de son programme de travail pour l'exercice biennal 2018-2019 la poursuite des travaux visant à améliorer l'efficacité des Procédures et mécanismes de respect des obligations, en insistant notamment sur les activités d'information. Dans ce contexte, le Comité a demandé à quelques-uns de ses membres, en coordination avec le Secrétariat, de réexaminer le texte relatif au Comité de respect des obligations actuellement disponible sur les pages web du PAM et de le remanier comme il se doit, ainsi que d'identifier les éléments clés de futurs matériels de communication (par exemple, une brochure) ciblant principalement le grand public, les composantes du PAM et les points focaux du PAM.

*Proposition visant à modifier les Procédures et mécanismes de respect des obligations en vertu de la Convention de Barcelone et de ses Protocoles*

25. Au titre du point « Questions diverses » de l'ordre du jour de sa 13<sup>e</sup> réunion, le Comité a examiné une proposition visant à modifier les Procédures et mécanismes de respect des obligations. Le manque de temps a empêché le Comité de respect des obligations d'analyser cette proposition en profondeur durant la réunion. Par conséquent, le Comité de respect des obligations a accepté de l'examiner lors de sa prochaine réunion dans le cadre d'un point de l'ordre du jour spécifiquement consacré à la modification des Procédures et mécanismes de respect des obligations et d'inclure cette activité à son programme de travail pour l'exercice biennal 2018-2019.

*Programme de travail 2016-2017, Activité 11 : « Fourniture d'un avis sur l'évaluation à effectuer par le Secrétariat avec l'aide d'une expertise juridique appropriée, sur l'étendue du caractère juridiquement contraignant pour les Parties contractantes des programmes de mesures et de leurs calendriers de mise en œuvre adoptés dans le cadre des Protocoles de la Convention de Barcelone »*

*Nature juridique des principales obligations des Décisions de la COP*

26. Lors de sa 12<sup>e</sup> réunion, le Comité de respect des obligations a examiné la poursuite de l'activité suivante de son programme de travail : « Fourniture d'un avis sur l'évaluation à effectuer par le Secrétariat avec l'aide d'une expertise juridique appropriée, sur l'étendue du caractère juridiquement contraignant pour les Parties contractantes des programmes de mesures et de leurs calendriers de mise en œuvre adoptés dans le cadre des Protocoles de la Convention de Barcelone ». Le Comité de respect

des obligations a pris des dispositions afin d'élaborer, entre les sessions, un document d'orientation préliminaire abordant la nature juridique des principales obligations des décisions thématiques.

27. Lors de sa 13<sup>e</sup> réunion, le Comité de respect des obligations a examiné les principaux éléments qui devraient structurer les travaux complémentaires relatifs à la nature juridique des principales obligations des décisions thématiques de la COP à des fins de respect des obligations, en précisant que toute analyse ultérieure de cette question avait pour point de départ le fait que toutes les actions adoptées par la Réunion des Parties contractantes (les décisions de la COP) sont de nature normative et, de ce fait, obligatoires.

28. Par la suite, la nature juridique des principales obligations englobées dans les décisions thématiques de la COP, telles que les Décisions relatives aux Plans d'actions régionaux, devrait être analysée, ce qui constitue un exercice particulièrement pertinent dans le cadre du formulaire de rapport révisé au sein duquel la mise en œuvre des Plans d'action régionaux adoptés par les Décisions de la COP joue un rôle essentiel.

29. Le Comité de respect des obligations a accepté d'inclure dans les activités de son programme de travail 2018-2019 l'analyse, dans le cadre du formulaire de rapport révisé, de la nature juridique des principales obligations des décisions thématiques de la COP aux fins de l'évaluation du respect des obligations. Le Comité a en outre approuvé des dispositions confiant à quelques-uns de ses membres, en coordination avec le Secrétariat, la poursuite de ces travaux, en commençant par l'analyse de la nature juridique des principales obligations visées par les Plans d'action régionaux liés au Protocole « Tellurique » adoptés par la COP.

*Programme de travail 2016-2017, Activité 5 : « Analyse de questions plus générales à la demande de la Réunion des Parties contractantes, conformément au paragraphe 17 (c) des Procédures et mécanismes de respect des obligations, y compris un examen détaillé des questions soulevées par les composantes du PAM eu égard à l'application des Protocoles »*

30. Lors de sa 13<sup>e</sup> réunion, le Comité de respect des obligations a pris acte de l'État d'avancement général de la mise en œuvre de la Convention de Barcelone et de ses Protocoles, qui a été présenté lors de la réunion des points focaux du PAM (Athènes, Grèce, 12-15 septembre 2017) avant d'être soumis au Comité. Le Comité a accepté de procéder conformément aux modalités détaillées au paragraphe 16 ci-dessus.

### **Section 3 : Soumissions spécifiques dans le cadre de la Section V des Procédures et mécanismes de respect des obligations de la Convention de Barcelone et de ses Protocoles**

*Programme de travail 2016-2017, Activité 1 : « Examiner des saisines éventuelles effectuées par les Parties contractantes conformément aux paragraphes 18 et 19 des Procédures et mécanismes de respect des obligations »*

*Programme de travail 2016-2017, Activité 2 : « Examiner des saisines éventuelles effectuées par le Secrétariat conformément au paragraphe 23 des Procédures et mécanismes de respect des obligations »*

31. Lors des 12<sup>e</sup> et 13<sup>e</sup> réunions du Comité de respect des obligations, aucune soumission n'a été reçue au titre de la Section V des Procédures et mécanismes de respect des obligations de la Convention de Barcelone et de ses Protocoles.

*Programme de travail 2016-2017, Activité 4 : « Considérer, à l'initiative du Comité, toute difficulté rencontrée par une Partie contractante dans l'application de la Convention et de ses Protocoles, conformément au paragraphe 23.bis des Procédures et mécanismes de respect des obligations »*

32. Lors de sa 13<sup>e</sup> réunion, le Comité de respect des obligations a examiné la situation en matière de soumission des rapports pour les périodes 2012-2013 et 2014-2015 et a conclu que la soumission des rapports par les Parties contractantes en vertu de l'article 26 de la Convention de Barcelone constituait une exigence fondamentale, juridiquement contraignante. Par conséquent, le Comité de respect des obligations considère la non-soumission de rapports pour la ou les période(s) 2012-2013 et/ou 2014-2015, conformément à l'article 26 de la Convention, par les Parties contractantes figurant dans le Tableau 1, comme une situation potentielle de non-respect des obligations et prendra des mesures au titre de l'article 23.bis des Procédures et mécanismes de respect des obligations. Le Comité de respect des obligations, par l'intermédiaire du Secrétariat, demandera aux Parties susmentionnées de fournir des explications quant à la non-soumission de leurs rapports, les Parties disposant d'un délai de deux mois pour répondre.

Partie contractante	Période de reporting	Période de reporting
	2012-2013	2014-2015
Égypte	Non-soumission	Non-soumission
Libye	Non-soumission	Non-soumission
Monaco	Non-soumission	Non-soumission
Slovénie	Soumission	Non-soumission
Espagne	Non-soumission	Non-soumission
Syrie	Non-soumission	Non-soumission
Tunisie	Non-soumission	Non-soumission

33. Prenant acte de la communication d'Ecologistas en Acción de la Región de Murciana, Espagne, eu égard à la mise en œuvre par l'Espagne du Protocole relatif aux Aires spécialement protégées et à la diversité biologique dans la Méditerranée, le Comité de respect des obligations, lors de sa 13<sup>e</sup> réunion, a demandé au Secrétariat de saisir l'organisation afin de l'inviter à fournir une traduction et un résumé de sa communication, de douze pages au maximum, en anglais ou en français.

34. Conformément aux critères de recevabilité des sources pertinentes d'information et à la procédure en vertu du paragraphe 23.bis des Procédures et mécanismes de respect des obligations de la Convention de Barcelone et de ses Protocoles, le Comité de respect des obligations a désigné le Dr. Orr Karassin en tant que Rapporteur chargé du dossier, afin de présenter une synthèse pour examen lors de la 14<sup>e</sup> réunion du Comité de respect des obligations.

#### **Section 4 : Recommandations du Comité de respect des obligations à la COP**

35. Compte tenu de l'intensité du programme de travail et des longues heures consacrées par les membres du Comité lors de ses réunions et entre les sessions, le Comité de respect des obligations souligne la nécessité d'allouer un temps supplémentaire à ses réunions.

**Annexe:** Critères de recevabilité des sources pertinentes d'information et procédure au titre du paragraphe 23.bis des Procédures et mécanismes de respect des obligations de la Convention de Barcelone et de ses Protocoles tel que présenté en Annexe III to the rapport de la 13<sup>ème</sup> réunion du Comité de conformité de la Convention de Barcelone et de ses Protocoles (Athènes, Grèce, 26 au 27 septembre 2017)

**Annexe VI**

**Projet de décision IG.23/2. Comité de respect des obligations : exercice biennal 2016-2017**



### **Projet de décision IG.23/2**

#### **Comité de respect des obligations : exercice biennal 2016-2017**

*La 20<sup>e</sup> réunion des Parties contractantes à la Convention sur la protection du milieu marin et du littoral de Méditerranée et ses protocoles,*

*Vu la Convention de Barcelone sur la protection du milieu marin et du littoral de Méditerranée et ses protocoles, en particulier son article 27 relatif au respect des engagements,*

*Rappelant la décision IG.17/2 de la 15<sup>e</sup> réunion des Parties contractantes (COP 15) (Almeria, Espagne, 15-18 janvier 2008) sur les procédures et mécanismes de respect des obligations dans le cadre de la Convention de Barcelone et de ses protocoles, telle qu'amendée par la décision IG.20/1 de la COP 17 (Paris, France, 8-10 février 2012) et la décision IG.21/1 de la COP 18 (Istanbul, Turquie, 3-6 décembre 2013),*

*Rappelant également la décision IG.19/1 de la COP 16 (Marrakech, Maroc, 3-5 novembre 2009) sur le règlement du Comité de respect des obligations, telle qu'amendée par la décision IG.21/1 de la COP 18,*

*Soulignant le rôle assumé par le Comité de respect des obligations en matière d'évaluation des situations spécifiques de non-conformité effective ou potentielle des Parties contractantes et de questions générales de respect des obligations, et en matière de conseils et d'assistance fournis aux Parties contractantes pour faciliter et promouvoir le respect des obligations en vertu de la Convention de Barcelone et de ses protocoles,*

*Prenant acte avec satisfaction des travaux réalisés par le Comité de respect des obligations pendant l'exercice biennal 2016-2017,*

*Désireuse de favoriser l'identification, aussi précocement que possible, des défis auxquels sont confrontées les Parties contractantes dans la mise en œuvre de la Convention de Barcelone et de ses protocoles, et de garantir que les mesures les plus appropriées et les plus efficaces sont prises pour relever ces défis,*

*Consciente de la nécessité de continuer à augmenter l'efficacité des mécanismes et procédures de respect des obligations, renforçant ainsi le rôle du Comité de respect des obligations dans la facilitation et la promotion du respect des obligations relatives à la Convention de Barcelone et à ses protocoles,*

*Rappelant aux Parties contractantes l'importance de transmettre en temps utile les nominations au Comité de respect des obligations pour garantir sa reconduction et son fonctionnement correct,*

*Ayant examiné les rapports 2016-2017 des réunions du Comité de respect des obligations à la COP 20<sup>4</sup>,*

- 1. Prend acte du rapport d'activité du Comité de respect des obligations pour l'exercice 2016-2017 et ses recommandations telles que formulées à l'annexe I de la présente décision,*
- 2. Adopte le programme de travail 2018-2019 du Comité de respect des obligations, tel qu'indiqué à l'annexe II de la présente décision,*
- 3. Élit et/ou reconduit, conformément aux procédures et mécanismes de conformité, les membres du Comité de respect des obligations, comme indiqué à l'annexe III de la présente décision,*
- 4. Invite le Comité de respect des obligations à faire rapport à la COP 21 sur les travaux qu'il a réalisés pour remplir ses fonctions conformément au paragraphe 31 des procédures et mécanismes de respect des obligations en vertu de la Convention de Barcelone et de ses protocoles.*

**Annexe I:** Rapport d'activité du Comité de respect des obligations pour l'exercice biennal 2016-2017, tel que présenté en Annexe V au présent rapport de la 13<sup>ème</sup> réunion du Comité de conformité de la Convention de Barcelone et de ses Protocoles (Athènes, Grèce, 26 au 27 septembre 2017);

---

<sup>4</sup> UNEP (DEPI)/MED IG.23/Inf.4.

**Annexe II:** Programme de travail du Comité de respect des obligations pour l'exercice biennal 2018-2019, tel que présenté en Annexe IV au présent rapport de la 13<sup>ème</sup> réunion du Comité de conformité de la Convention de Barcelone et de ses Protocoles (Athènes, Grèce, 26 au 27 septembre 2017).